



**Observatoire des Métiers  
de la Prévention et de la Sécurité**

# **ENQUETE DE BRANCHE**

## **Prévention - Sécurité**

Données 2018

# Sommaire

|  |    |
|--|----|
| AVANT-PROPOS : Univers étudié et rappels méthodologiques | 3  |
| <br>   |    |
| PARTIE 1 : POSITIONNEMENT ECONOMIQUE                     | 7  |
| I : Analyse globale                                      | 8  |
| II : Analyse détaillée                                   | 16 |
| III : Equipements appareils nouvelles technologies       | 28 |
| <br>   |    |
| PARTIE 2 : DONNEES SOCIALES                              | 29 |
| I : Les effectifs salariés                               | 30 |
| II : La structure des effectifs salariés au 31.12.18     | 45 |
| III : Les rémunérations                                  | 56 |
| IV : Les conditions de travail                           | 61 |
| V : L'absentéisme  | 65 |
| VI : La formation professionnelle                        | 66 |
| VII : Evolution de carrière                              | 71 |
| VIII : La protection sociale et le régime de prévoyance  | 73 |
| IX : Agressions  | 76 |

# AVANT-PROPOS : Univers étudié et rappels méthodologiques

## Univers étudié

Cette dix-septième édition de l'enquête de branche Prévention-Sécurité, réalisée pour le compte de l'Observatoire des Métiers de la Prévention et de la Sécurité, propose un bilan de la profession à l'issue de l'année 2018.

Ce bilan couvre deux sujets distincts qui structurent le rapport en deux parties :



### Un volet économique

concernant la structure de la profession et ses évolutions récentes

### Un volet social

traitant des effectifs salariés, des rémunérations, des conditions de travail et de la formation professionnelle

Le champ de l'étude couvre l'ensemble des entreprises françaises intervenant dans le domaine de la sécurité, la télésurveillance et l'intervention indépendamment de leur taille, et des autres activités de sécurité éventuellement exercées. A cela s'ajoutent les entreprises spécialisées dans la sécurité aérienne et aéroportuaire.

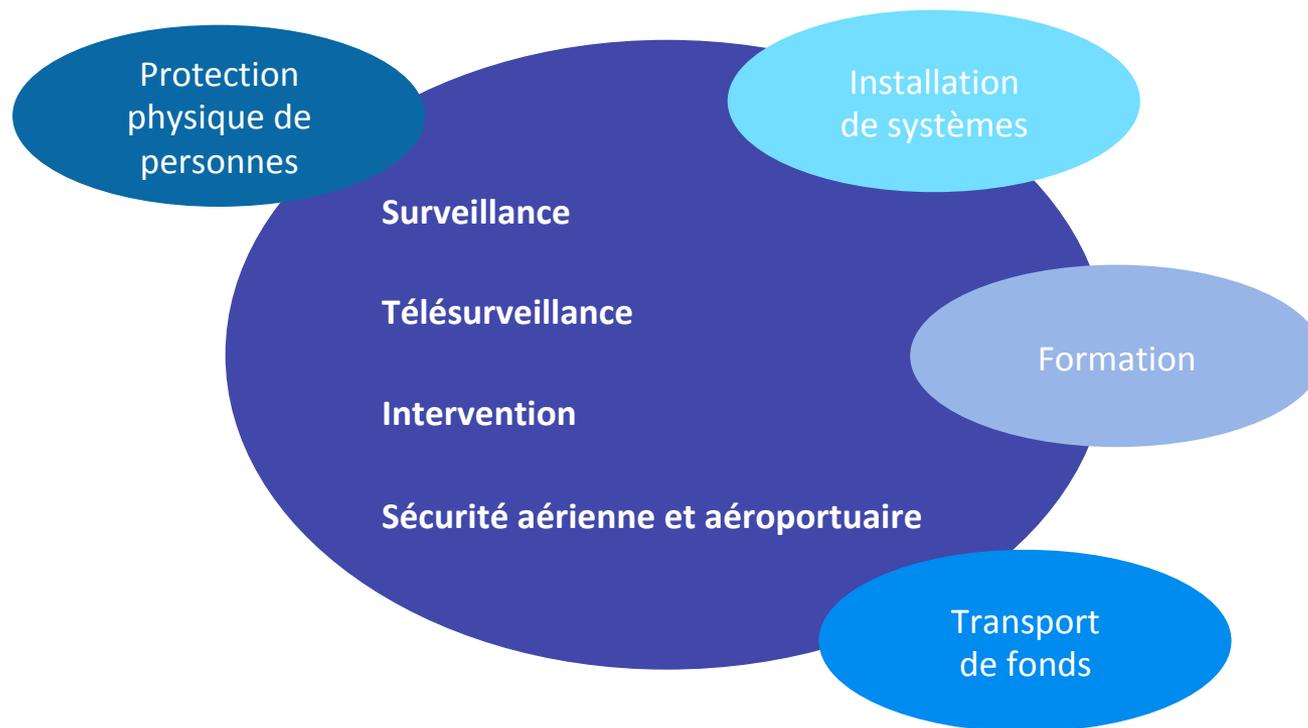
*Depuis 2010 (bilan 2009), la nouvelle nomenclature d'activités (NAF 2) permet de disposer du dénombrement des entreprises, des établissements et des salariés relevant de l'activité de sécurité privée code 8010 Z.*

*Plus précisément :*

- les dénombrements de l'INSEE (SIRENE) déterminent le nombre d'entreprises.
- les données publiées par l'ACOSS, en remplacement des données UNEDIC permettent d'établir le nombre d'établissements et les effectifs salariés.

# AVANT-PROPOS : Univers étudié et rappels méthodologiques

## Univers étudié



Sont théoriquement exclues du champ de l'étude, les entreprises intervenant **exclusivement** dans les domaines de la protection rapprochée, de l'installation de systèmes, de la formation ou du transport de fonds, ainsi que les sociétés dont l'activité ne relève pas de la protection-sécurité et, ceci, même si elles disposent d'un service interne dédié à cette tâche.



**A compter de 2009, l'univers étudié s'identifie aux entreprises du code 8010 Z**

# AVANT-PROPOS : Univers étudié et rappels méthodologiques

## Univers étudié

### 1. Phase préliminaire

#### → Constitution des fichiers

- Fichier OPCALIA code NAF 8010 Z : *2 370 entreprises*
- Fichier des adhérents du SNES : *181 entreprises*
- Fichiers des adhérents de l'USP : non transmis dans sa globalité à l'Institut I+C, seules 8 entreprises ont été relancées par XERFI - I+C.
- Fichier des adhérents du GPMSE-télésurveillance : *66 entreprises*
- Fichier des adhérents du SESA : *6 entreprises*
- Liste des entreprises de la sécurité aérienne et aéroportuaire non adhérentes au SESA établie par l'Institut I+C : *10 entreprises*

#### → Collecte des statistiques disponibles

- INSEE (SIRENE) : comptage entreprises
- ACOSS : dénombrement des établissements et salariés
- OPCALIA : statistiques, formation

#### → Mise à jour du questionnaire

### 2. Phase d'enquête

#### Adhérents SNES & USP :

*Avril 2019 : envoi du questionnaire aux adhérents réalisé par les organisations patronales et par l'Institut I+C*

*Mai à septembre 2019 : relances mails réalisées par XERFI-I+C & relances téléphoniques réalisées par les enquêteurs de XERFI-I+C pour récupérer les questionnaires et les compléter auprès des adhérents du SNES. XERFI - I+C a eu accès à 8 adhérents de l'USP, les autres ont été relancés par leur Syndicat .*

#### Adhérents GPMSE-télésurveillance:

*Juin 2019 : envoi du questionnaire aux adhérents réalisé par XERFI - I+C*

*Juin à septembre 2019 : relances mails réalisées par le GPMSE-télésurveillance et par XERFI-I+C & relances téléphoniques réalisées par les enquêteurs de XERFI -I+C.*

Non adhérents : *Avril à juillet 2019 : réalisation des enquêtes en direct par téléphone ou par couplage mails/téléphone (effectuées par XERFI-I+C) auprès de 2 000 entreprises*

# AVANT-PROPOS : Univers étudié et rappels méthodologiques

## Univers étudié

### Questionnaires recueillis à l'issue de la phase d'enquête

#### Sécurité aérienne et aéroportuaire

16 entreprises renseignées sur données économiques

8 entreprises renseignées sur données sociales  
(taux de représentativité 90 % des salariés)

#### Spécialistes Télésurveillance

60 entreprises renseignées sur données économiques

19 entreprises renseignées sur données sociales  
(taux de représentativité 15 % des salariés)

Sécurité hors aérienne&aéroportuaire et  
hors spécialistes télésurveillance

#### Adhérents USP – SNES

35 questionnaires  
exploitables

#### Non adhérents

462 questionnaires  
exploitables

524 questionnaires exploitables

Représentativité : - 15 % en nombre d'entreprises employant au moins un salarié

- 27 % en nombre de salariés (28 % lors du précédent rapport)



Pour la première fois, ce rapport couvre les entreprises spécialisées en télésurveillance et fournit des résultats détaillés de cette activité (qu'elle soit le fait des spécialistes ou non). La participation à l'enquête des entreprises de télésurveillance s'est avérée modeste. Toutefois, les données de calages (nombre de salariés total et chiffres d'affaires) ont pu être renseignées pour plus de 60 entreprises (pour la quasi-totalité des adhérents au GPMSE-télésurveillance) et estimées pour les autres.

L'ensemble des autres informations fournies sur la télésurveillance (répartition des salariés selon leur caractéristiques, taux d'embauches et de départs,...) provient exclusivement des données d'enquêtes et ne couvrent donc que 15 % des salariés de la télésurveillance. La représentativité de ces données n'est donc pas garantie cette année et mérite d'être améliorée les années prochaines grâce à une meilleure mobilisation des entreprises de la profession.

# Partie 1 : Positionnement économique

# I : Analyse globale

## 1. Dénombrement

Selon les statistiques de l'INSEE, le code 8010 Z totalise plus de 11 500 entreprises en 2018, dont plus de 3 500 qui emploient au moins un salarié.

La profession réunit 243 entreprises de grande taille (100 salariés et plus) en 2018, soit une quinzaine de moins qu'en 2017. Le nombre d'entreprises de taille intermédiaire (20 à 99 salariés) augmente en revanche sur cette période : cette strate regroupe 919 entreprises en 2018 contre 870 en 2017 et environ 780 entre 2013 et 2015.

Suite à une année 2017 en progression, le nombre d'entreprises employant 1 à 19 salariés se replie un an après pour s'établir à 2 352 en 2018 (contre 2 555 en 2017).

Le nombre d'entreprises à 0 salarié se renforce à nouveau en 2018, puisque cette strate totalise désormais plus de 8 000 entreprises, contre près de 7 350 entreprises en 2017 et de 7 100 entreprises en 2016.

Nombre d'entreprises de la profession

| Strates d'effectifs salariés | Nombre d'entreprises | Répartition en % |
|------------------------------|----------------------|------------------|
| 2.000 salariés et plus       | 12                   | 2 %              |
| 500 à 1.999 salariés         | 27                   |                  |
| 100 à 499 salariés           | 204                  |                  |
| 20 à 99 salariés             | 919                  | 8 %              |
| 1 à 19 salariés              | 2 352                | 20,5 %           |
| <b>Sous total</b>            | <b>3 514</b>         | <b>30,5 %</b>    |
| 0 salarié                    | 8 005                | 69,5 %           |
| <b>Total</b>                 | <b>11 519</b>        | <b>100 %</b>     |

Source INSEE

Evolution des entreprises de la profession



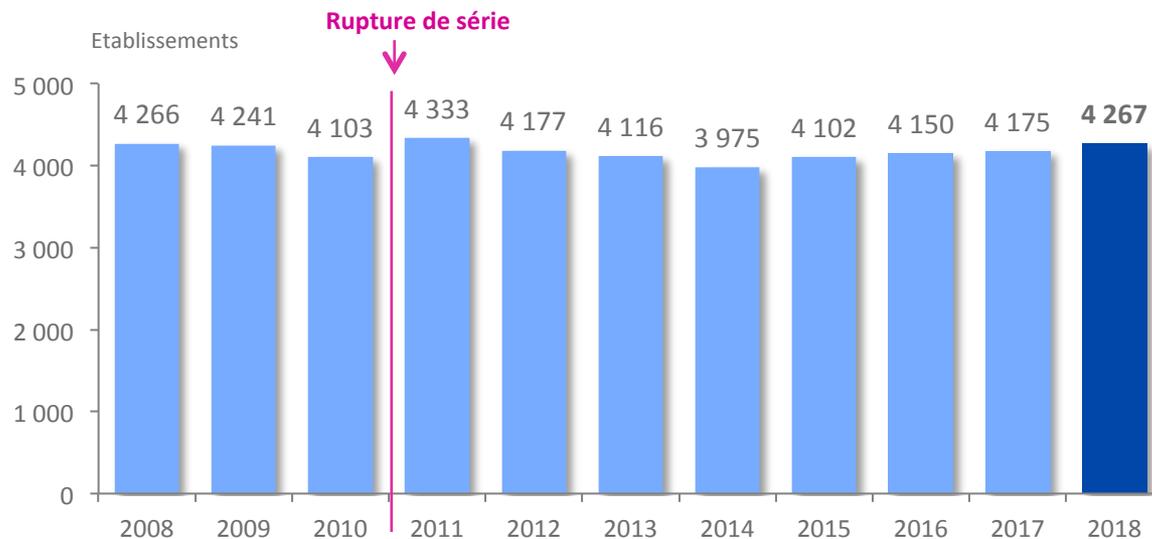
Source INSEE

# I : Analyse globale

## 1. Dénombrement

Selon les séries statistiques de l'ACOSS, la profession compte plus de 4 250 établissements en 2018, soit une hausse de 2 % comparée à 2017.

Evolution des établissements de la profession

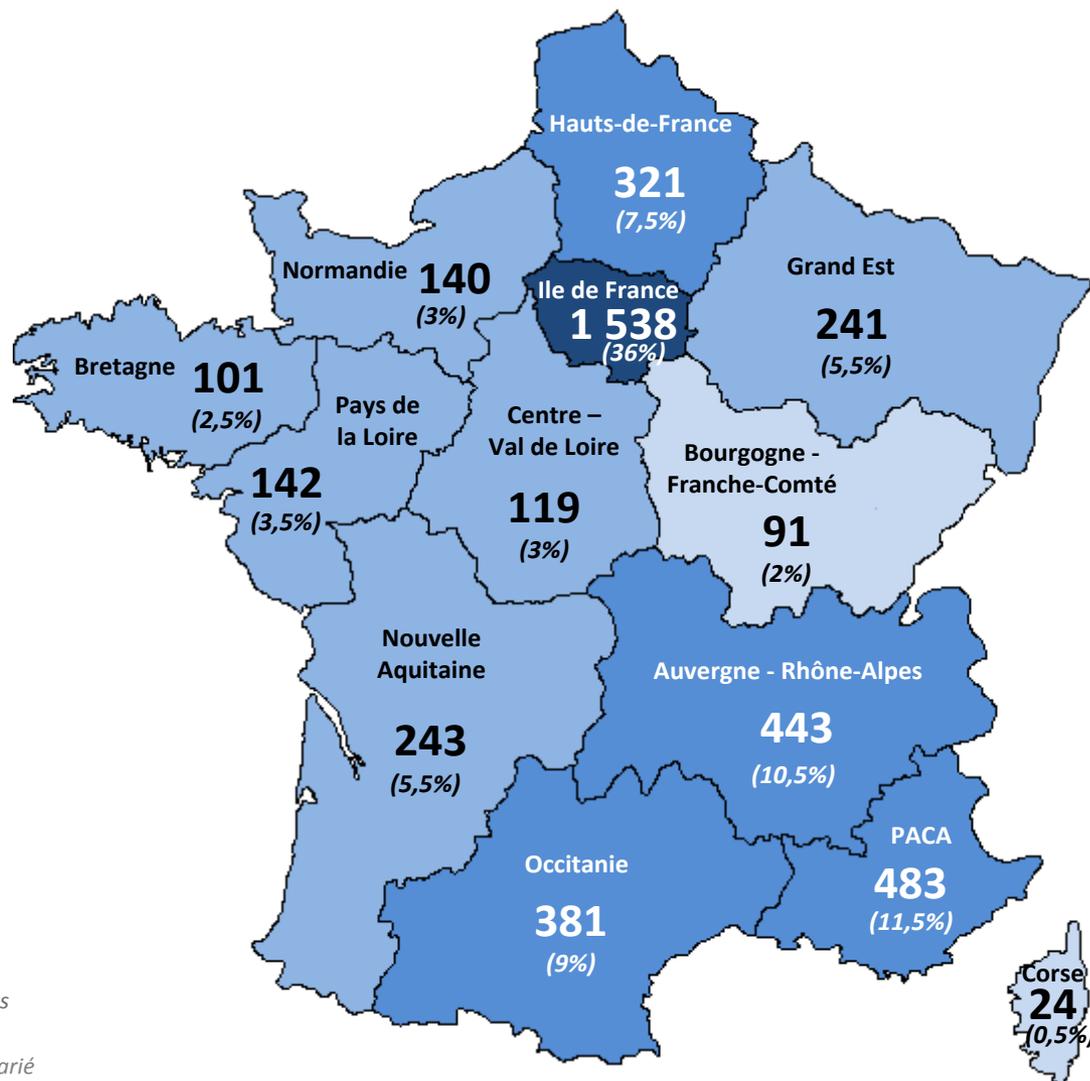


Source UNEDIC jusqu'en 2010 – ACOSS à partir de 2011

# I : Analyse globale

## 1. Dénombrement

Répartition des 4 267 établissements\* selon les régions



- Plus de 500 établissements
- 300-500 établissements
- 100-300 établissements
- Moins de 100 établissements

\* parmi ceux employant au moins un salarié

Source ACOSS

# I : Analyse globale

## 1. Dénombrement

En 2018, plus d'un tiers des établissements employant au moins un salarié sont implantés en Ile de France, alors que cette région réunit 19 % de la population.

Forte concentration également des établissements en PACA : cette région réunit 11,5 % des établissements alors qu'elle représente 8 % de la population française.

### Comparaison de la répartition des 4 267 établissements\* de la profession à celle de la population française

|                           | Répartition des établissements<br>de la profession | Répartition de la<br>population française |
|---------------------------|--|---|
| Auvergne – Rhône-Alpes    | 10,5 %   | 12,5 %                                    |
| Bourgogne – Franche-Comté | 2 %  | 4,5 %                                     |
| Bretagne                  | 2,5 %  | 5 %                                       |
| Centre - Val de Loire     | 3 %  | 4 %                                       |
| Corse                     | 0,5 %  | 0,5 %                                     |
| Grand Est                 | 5,5 %  | 8,5 %                                     |
| Hauts-de-France           | 7,5 %  | 9 %                                       |
| Ile de France             | 36 %   | 19 %                                      |
| Normandie                 | 3 %  | 5 %                                       |
| Nouvelle Aquitaine        | 5,5 %  | 9 %                                       |
| Occitanie                 | 9 %  | 9 %                                       |
| Pays-de-la-Loire          | 3,5 %  | 6 %                                       |
| PACA                      | 11,5 %   | 8 %                                       |
| <b>Ensemble</b>           | <b>100 %</b>                                       | <b>100 %</b>                              |

(source ACOSS)

(source INSEE)

\* parmi ceux employant au moins un salarié

# I : Analyse globale

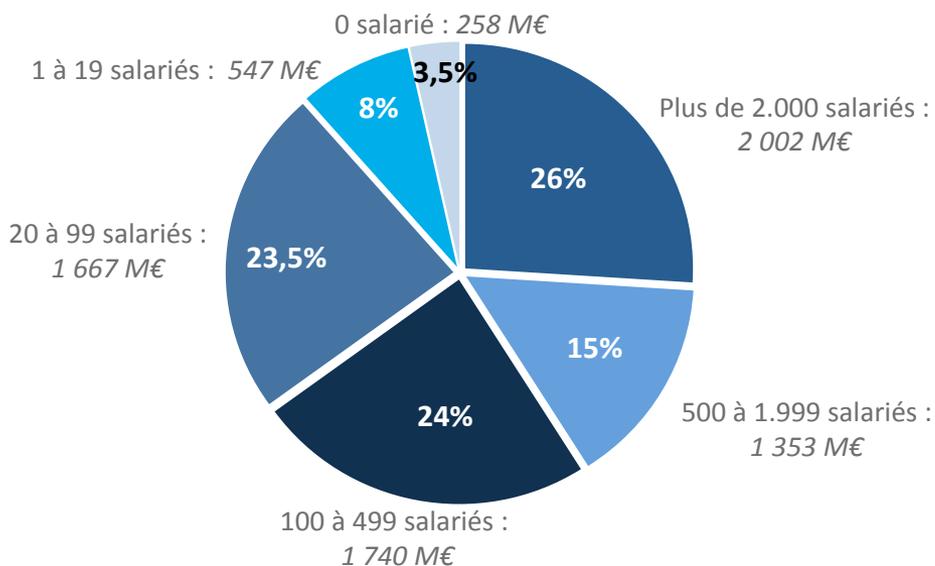
## 2. Chiffre d'affaires et concentration de la profession

En 2018, l'ensemble des entreprises de la profession (y compris les spécialistes télésurveillance) ont généré un chiffre d'affaires d'un peu plus de 7,55 milliards d'euros hors taxes.

Les structures de moins de 20 salariés pèsent pour 90 % en termes de nombre d'entreprise, mais ne pèsent que pour 11,5 % en termes de chiffre d'affaires total. Les 39 plus grandes entreprises génèrent 41 % du chiffre d'affaires total.

# 7 567 millions d'euros

Chiffre d'affaires 2018 estimé pour l'ensemble  
des entreprises de la profession



Source I+C

### Concentration de la profession

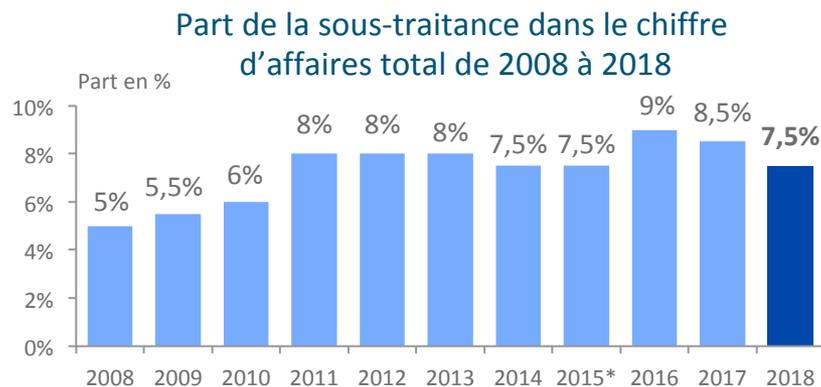
| Chiffre d'affaires cumulé | Nombre d'entreprises correspondant |
|---------------------------|------------------------------------|
| 2 002 M€ (26 %)           | 12 entreprises (< 0,1 %)           |
| 3 355 M€ (41 %)           | 39 entreprises (< 0,5 %)           |
| 5 095 M€ (65 %)           | 243 entreprises (2 %)              |
| 6 762 M€ (88,5 %)         | 1 162 entreprises (10 %)           |
| <b>7 567 M€ (100 %)</b>   | <b>11 519 entreprises (100 %)</b>  |

Source INSEE / I+C

# I : Analyse globale

## 2. Chiffre d'affaires et concentration de la profession

La part de la sous-traitance dans le chiffre d'affaires s'est à nouveau réduite en 2018 : 7,5 %



Source I+C

\* Pour entreprises de plus 500 salariés : donnée reprise de l'année 2014

### Détail pour les spécialistes télésurveillance (basé sur l'échantillon répondant)

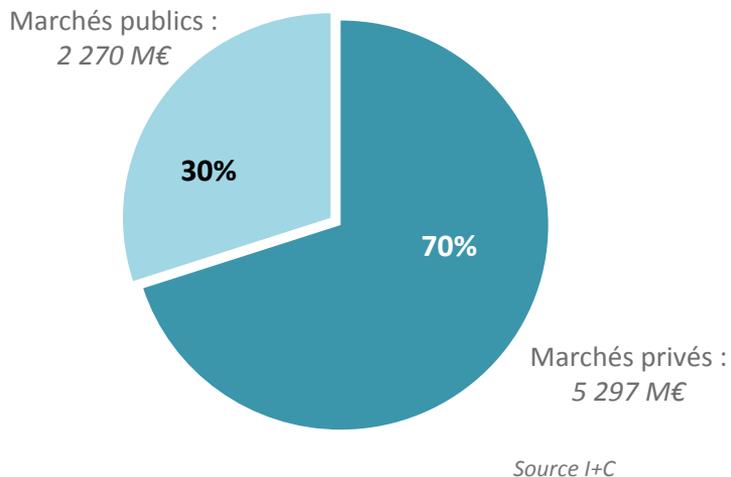
|      |       |
|------|-------|
| 2018 | 9,5 % |
|------|-------|

# I : Analyse globale

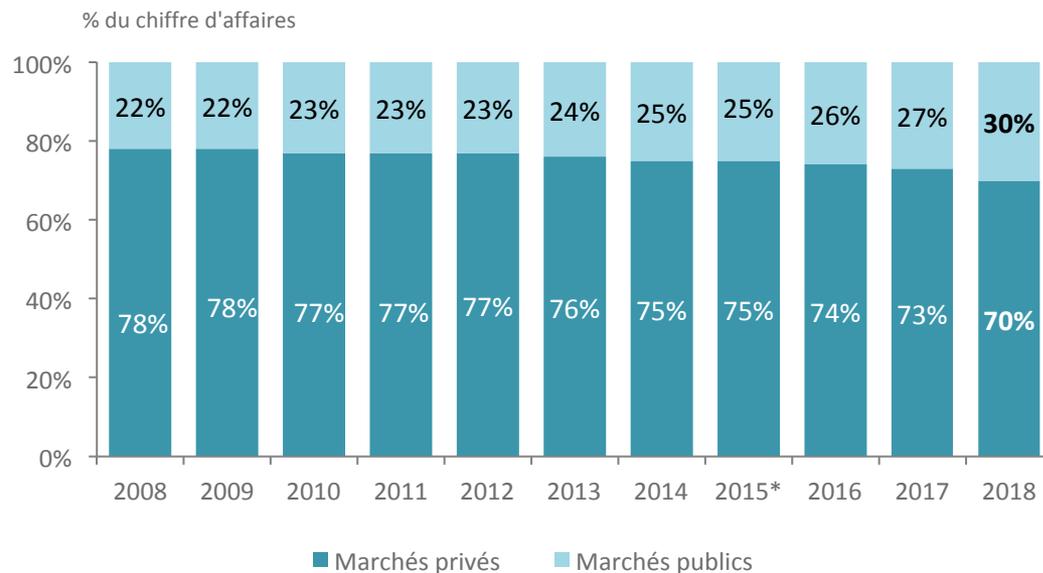
## 3. Chiffre d'affaires selon la nature des marchés

A long terme, la progression de la sécurité a été plus marquée sur les marchés publics que sur les marchés privés. En effet, si les marchés privés restent prédominants en 2018 (générant 70 % du chiffre d'affaires), les marchés publics totalisent désormais 30 % du montant total, contre 27 % en 2017, 25 % en 2014-2015 et 22 % en 2008-2009.

### Répartition en 2018 du chiffre d'affaires selon la nature des marchés



### Rappel des répartitions de 2008 à 2018



Source I+C

### Détail pour les spécialistes télésurveillance (basé sur l'échantillon répondant)

|                 |      |
|-----------------|------|
| Marchés privés  | 85 % |
| Marchés publics | 15 % |

\* Pour entreprises de plus 500 salariés : donnée reprise de l'année 2014

# I : Analyse globale

## 4. Evolution du marché de la prévention-sécurité

*NB : les spécialistes de la télésurveillance étant désormais intégrés au rapport, la comparaison du chiffre d'affaires avec les rapports précédents n'est pas permise.*

L'année 2018 a été favorable au secteur de la prévention-sécurité dans son ensemble : le chiffre d'affaires des entreprises du secteur a progressé de + 4 % entre 2017 et 2018.

### Détail de l'évolution du chiffre d'affaires 2018/2017

| Strates d'effectifs salariés | Evolution<br>2018/2017 |
|------------------------------|------------------------|
| 500 salariés et plus         | + 4,5 %                |
| 100 à 499 salariés           | + 0,5 %                |
| 20 à 99 salariés             | + 6,5 %                |
| 0 à 19 salariés              | + 2 %                  |
| <b>Ensemble</b>              | <b>+ 4 %</b>           |

Source I+C

## II : Analyse détaillée

### 1. Dénombrement selon les différentes activités

Les entreprises de la profession concernées par l'emploi salarié exercent près de deux activités distinctes en moyenne en 2018.

Les plus grandes structures restent plus diversifiées que leurs consœurs de petite et moyenne tailles : 3,2 activités en moyenne chacune contre 2,1 pour celles de 100 à 499 salariés et 1,9 pour celles de moins de 100 salariés.

Plus de huit entreprises sur dix effectuent une activité de surveillance en 2018.

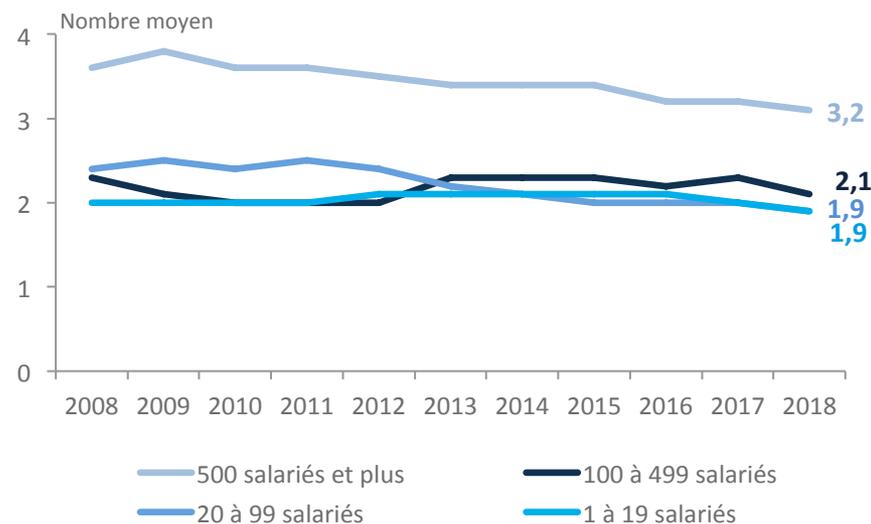
En 2018, toujours 1 500 entreprises sont concernées par les interventions, soit 42 % des structures employant au moins un salarié.

La télésurveillance est pratiquée par 800 entreprises (spécialistes ou non) en 2018.

Les différentes activités des entreprises employant  
au moins un salarié

| Activité                         | %<br>d'entreprises | Nombre<br>d'entreprises |
|----------------------------------|--------------------|-------------------------|
| Surveillance                     | 85 %               | 3 000                   |
| Télésurveillance                 | 23 %               | 800                     |
| Intervention                     | 42 %               | 1 500                   |
| Protection rapprochée            | 3,5 %              | 150                     |
| Installation de systèmes         | 20 %               | 700                     |
| Formation                        | 8 %                | 300                     |
| Transport de fonds               | 1,5 %              | 50                      |
| Sûreté aérienne et aéroportuaire | < 1 %              | 16                      |
| Autres*                          | 11 %               | 400                     |
| <b>Ensemble</b>                  | <b>194 %</b>       | -                       |

Nombre d'activités exercées en moyenne  
selon la taille des entreprises de 2008 à 2018



Source I+C

\* Gardiennage, sécurité incendie, location-gérance de systèmes de sécurité, maintenance, audit conseil en sécurité, ...

## II : Analyse détaillée

### 2. Chiffre d'affaires selon les différentes activités

Répartition du chiffre d'affaires des entreprises employant au moins un salarié

| Activité                         | Chiffre d'affaires | Répartition en % |
|----------------------------------|--------------------|------------------|
| Surveillance                     | 5 255 M€           | 72 %             |
| Télesurveillance                 | 965 M€             | 13 %             |
| Intervention                     | 305 M€             | 4 %              |
| Protection rapprochée            | 20 M€              | 0,5 %            |
| Installation de systèmes         | 120 M€             | 1,5 %            |
| Formation                        | 25 M€              | 0,5 %            |
| Transport de fonds               | 15 M€              | < 0,5 %          |
| Sûreté aérienne et aéroportuaire | 470 M€             | 6,5 %            |
| Autres*                          | 134 M€             | 2 %              |
| <b>Ensemble</b>                  | <b>7 309 M€</b>    | <b>100 %</b>     |

Source I+C

\* Gardiennage, sécurité incendie, location-gérance de systèmes de sécurité, maintenance, audit conseil en sécurité, ...

## II : Analyse détaillée

### 3. La surveillance et l'intervention

#### a. Dénombrement des entreprises intervenant en surveillance et intervention

La quasi-totalité des entreprises de la profession exercent une activité de surveillance ou d'intervention, et ce, quelle que soit leur taille.

#### Dénombrement des entreprises intervenant en surveillance-intervention et employant au moins un salarié

| Strates d'effectifs salariés | % d'entreprises | Nombre d'entreprises |
|------------------------------|-----------------|----------------------|
| 100 salariés et plus         | ≈ 100 %         | 240                  |
| 20 à 99 salariés             | ≈ 100 %         | 920                  |
| 1 à 19 salariés              | 95 %            | 2 250                |
| <b>Ensemble</b>              | <b>97 %</b>     | <b>≈ 3 410</b>       |

Source I+C

## II : Analyse détaillée

### 3. La surveillance et l'intervention

#### b. Chiffre d'affaires de l'activité surveillance-intervention

En 2018, les activités surveillance et intervention génèrent 5,56 milliards d'euros, ce qui correspond à un peu plus des trois-quarts du chiffre d'affaires de la profession (entreprises employant au moins un salarié).

Les entreprises de grande taille (500 salariés et plus) réalisent 41 % du chiffre d'affaires surveillance-intervention en 2018.

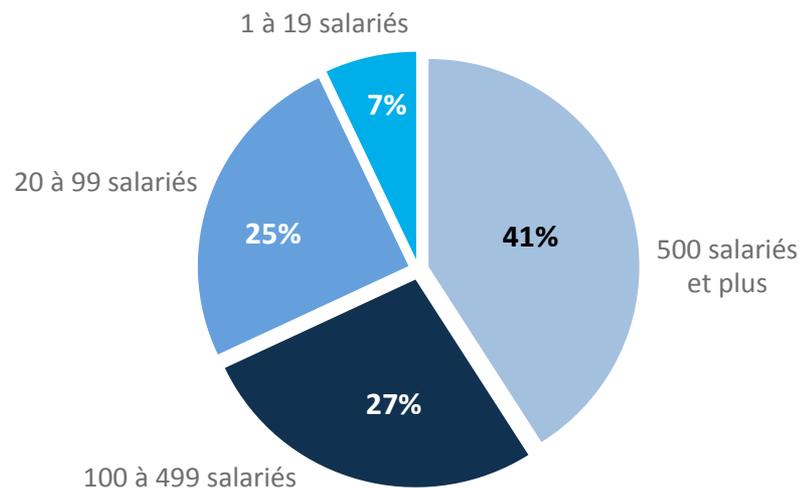
Les entreprises de 100 à 499 salariés sont à l'origine de 27 % du montant total.

Chiffre d'affaires surveillance-intervention  
des entreprises employant au moins un salarié

| Strates d'effectifs salariés | Part dans le chiffre d'affaires | Chiffre d'affaires |
|------------------------------|---------------------------------|--------------------|
| 500 salariés et plus         | 68,5 %                          | 2 265 M€           |
| 100 à 499 salariés           | 27 %                            | 1 530 M€           |
| 20 à 99 salariés             | 2 %                             | 1 375 M€           |
| 1 à 19 salariés              | 3 %                             | 390 M€             |
| <b>Ensemble</b>              | <b>78 %</b>                     | <b>5 560 M€</b>    |

Source I+C

Répartition du chiffre d'affaires de l'activité  
surveillance-intervention  
(entreprises employant au moins un salarié)



Source I+C

## II : Analyse détaillée

### 3. La surveillance et l'intervention

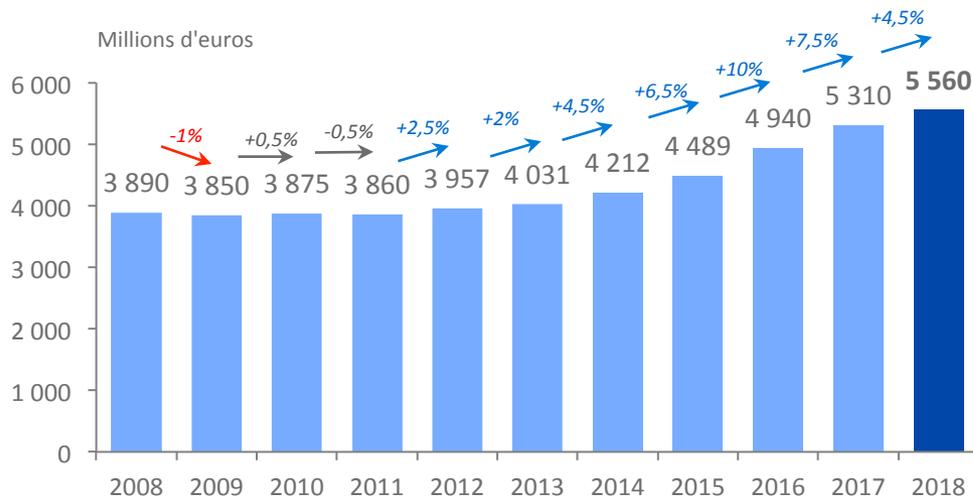
#### c. Evolution du chiffre d'affaires surveillance-intervention

Suite à trois années déjà très animées, le marché de la surveillance-intervention continue de progresser en 2018, à hauteur de + 4,5 % par rapport à 2017.

En dix ans, le chiffre d'affaires surveillance-intervention a progressé de 43 %, soit une croissance moyenne d'environ 3,5 % par an.

**+ 43 %**

Evolution du chiffre d'affaires surveillance-intervention  
2018/2008



Evolution moyenne annuelle

|           |                |
|-----------|----------------|
| 2018/2017 | + 4,5 %        |
| 2018/2008 | + 3,5 % par an |

## II : Analyse détaillée

### 4. La télésurveillance

#### a. Dénombrement des entreprises intervenant en télésurveillance

En 2018, on dénombre 800 entreprises qui exercent une activité de télésurveillance. Parmi ces 800 entreprises, on retrouve les spécialistes télésurveillances et ceux dont cette activité est annexe.

#### Dénombrement des entreprises intervenant en télésurveillance et employant au moins un salarié

| Strates d'effectifs salariés | % d'entreprises | Nombre d'entreprises |
|------------------------------|-----------------|----------------------|
| 100 salariés et plus         | 25 %            | 60                   |
| 20 à 99 salariés             | 24 %            | 220                  |
| 1 à 19 salariés              | 22 %            | 520                  |
| <b>Ensemble</b>              | <b>23 %</b>     | <b>≈ 800</b>         |

Source I+C

## II : Analyse détaillée

### 4. La télésurveillance

#### b. Chiffre d'affaires de l'activité télésurveillance

Le chiffre d'affaires de la télésurveillance est estimé à 965 millions d'euros en 2018.

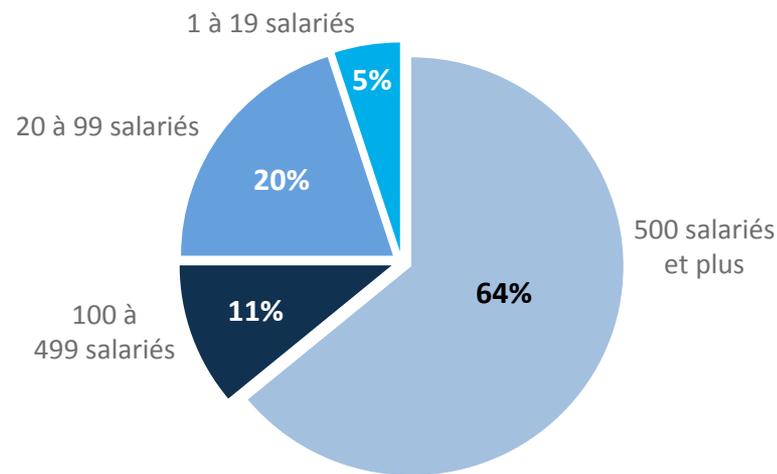
Près des deux tiers de ce montant sont réalisés par des structures employant plus de 500 salariés.

Chiffre d'affaires télésurveillance (activité annexe) des entreprises employant au moins un salarié

| Strates d'effectifs salariés | Part dans le chiffre d'affaires | Chiffre d'affaires |
|------------------------------|---------------------------------|--------------------|
| 500 salariés et plus         | 18,5 %                          | 616 M€             |
| 100 à 499 salariés           | 6 %                             | 110 M€             |
| 20 à 99 salariés             | 11,5 %                          | 191 M€             |
| 1 à 19 salariés              | 9 %                             | 48 M€              |
| <b>Ensemble</b>              | <b>11 %</b>                     | <b>965 M€</b>      |

Source I+C

Répartition du chiffre d'affaires de l'activité télésurveillance, activité annexe (entreprises employant au moins un salarié)



Source I+C

## II : Analyse détaillée

### 4. La télésurveillance

#### c. Evolution du chiffre d'affaires télésurveillance

**+ 4 %**

Evolution du chiffre d'affaires télésurveillance  
2018/2017  
*(basé sur l'échantillon répondant)*

Source I+C

## II : Analyse détaillée

### 5. La sûreté aérienne et aéroportuaire

**16 entreprises**

470 millions d'euros de  
chiffre d'affaires en 2018

Ce qui correspond à **6,5 %**  
du chiffre d'affaires total

Source I+C

**+ 4,5 %**

Evolution du chiffre d'affaires sûreté aérienne et  
aéroportuaire 2018/2017

Source I+C

## II : Analyse détaillée

### 6. Les autres activités de prévention-sécurité\*

#### a. Dénombrement des entreprises intervenant sur les autres activités

Plus de quatre entreprises de la profession sur dix réalisent des activités annexes à la surveillance-intervention, à la télésurveillance et à la sûreté aérienne et aéroportuaire.

#### Dénombrement des entreprises intervenant sur les autres activités et employant au moins un salarié

| Strates d'effectifs salariés | % d'entreprises | Nombre d'entreprises |
|------------------------------|-----------------|----------------------|
| 100 salariés et plus         | 37 %            | 90                   |
| 20 à 99 salariés             | 29 %            | 270                  |
| 1 à 19 salariés              | 50 %            | 1 180                |
| <b>Ensemble</b>              | <b>44 %</b>     | <b>≈ 1 540</b>       |

Source I+C

\* Installation de systèmes, activité de formation, transports de fonds, protection rapprochée,...

## II : Analyse détaillée

### 6. Les autres activités de prévention-sécurité\*

#### b. Chiffre d'affaires des autres activités de prévention-sécurité

Les autres activités de prévention-sécurité (installation de systèmes, activité de formation, transports de fonds, protection rapprochée) génèrent 314 millions d'euros en 2018, soit 4,5 % du montant total du chiffre d'affaires des entreprises employant au moins un salarié.

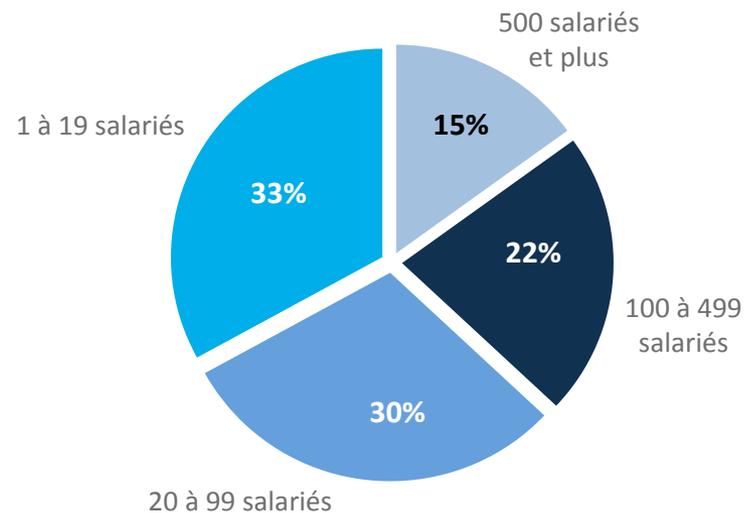
La part de ces autres activités apparaît très différenciée selon les tailles d'entreprises, passant seulement de 1,5 % pour les plus grandes entités à 18 % pour leurs consœurs de petite taille.

Chiffre d'affaires des autres activités  
des entreprises employant au moins un salarié

| Strates d'effectifs salariés | Part dans le chiffre d'affaires | Chiffre d'affaires |
|------------------------------|---------------------------------|--------------------|
| 500 salariés et plus         | 1,5 %                           | 48 M€              |
| 100 à 499 salariés           | 4 %                             | 70 M€              |
| 20 à 99 salariés             | 5 %                             | 94 M€              |
| 1 à 19 salariés              | 18 %                            | 103 M€             |
| <b>Ensemble</b>              | <b>4,5 %</b>                    | <b>314 M€</b>      |

Source I+C

Répartition du chiffre d'affaires  
des autres activités de prévention-sécurité  
(entreprises employant au moins un salarié)



Source I+C

\* Installation de systèmes, activité de formation, transports de fonds, protection rapprochée,...

## II : Analyse détaillée

### 6. Les autres activités de prévention-sécurité\*

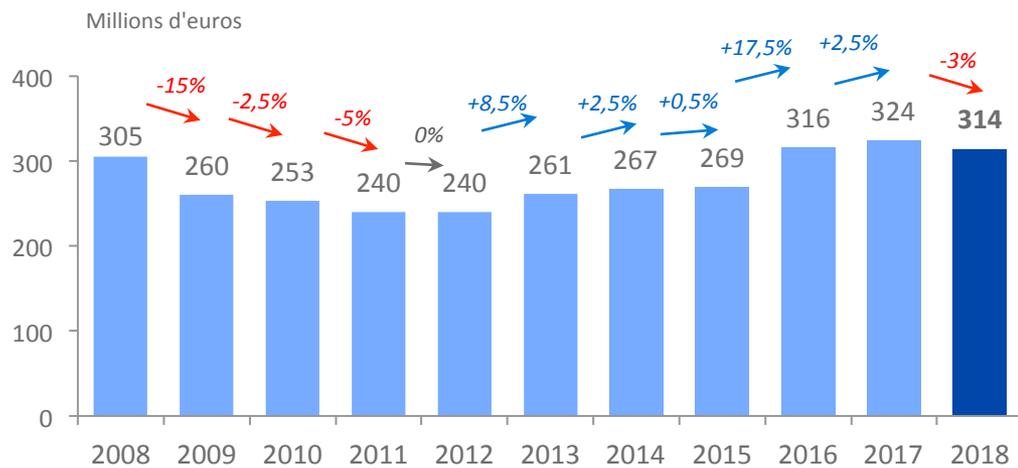
#### c. Evolution du chiffre d'affaires des autres activités de prévention-sécurité

Suite à 5 années de croissance, le chiffre d'affaires des autres activités de prévention-sécurité fléchit en 2018, de l'ordre de - 3 % par rapport à 2017.

A dix ans d'intervalle, le chiffre d'affaires des autres activités a progressé de 3 %, soit une évolution de + 0,5 % en moyenne annuelle.

# + 3 %

Evolution du chiffre d'affaires des autres activités de prévention-sécurité 2018/2008



Source I+C

Evolution moyenne annuelle

|           |                |
|-----------|----------------|
| 2018/2017 | - 3 %          |
| 2018/2008 | + 0,5 % par an |

\* Installation de systèmes, activité de formation, transports de fonds, protection rapprochée,...

## III : Equipements appareils nouvelles technologies

Taux d'équipement des entreprises en appareils de nouvelles technologies  
(en % d'entreprises équipées)

| appareils                      | 1 à 19 salariés | 20 à 99 salariés | 100 à 499 salariés | 500 salariés et plus | Les grandes tendances |
|--------------------------------|-----------------|------------------|--------------------|----------------------|-----------------------|
| Main courante électronique     | 21 %            | 35 %             | 70 %               | 89 %                 | =                     |
| E-robot                        | 1 %             | 3 %              | 3 %                | -                    | =                     |
| Gyroporteur                    | 3 %             | 4 %              | 6 %                | 11 %                 | ↗                     |
| drone                          | 3 %             | 4 %              | -                  | -                    | ↗                     |
| Rondes par vidéo-surveillance  | 8 %             | 10 %             | 14 %               | 33 %                 | =                     |
| RX et/ou portiques (hors aéro) | 3 %             | 3 %              | 9 %                | 22 %                 | ↘                     |

Source I+C

Nombre moyen d'appareils par entreprise concernée

| Appareils                  | 1 à 19 salariés | 20 à 99 salariés | 100 à 499 salariés | 500 salariés et plus |
|----------------------------|-----------------|------------------|--------------------|----------------------|
| Main courante électronique | 2               | 5                | 7                  | 365                  |

Source I+C

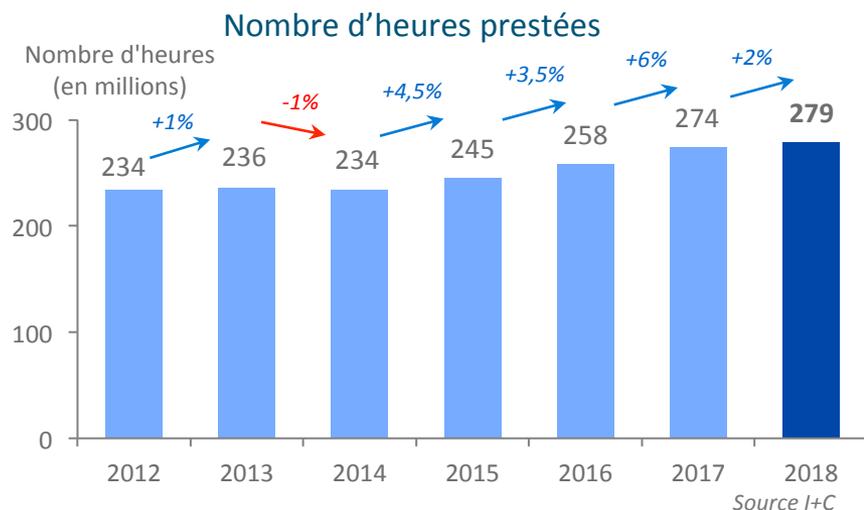
## Partie 2 : Données sociales

# I : Les effectifs salariés

## 1. Heures prestées

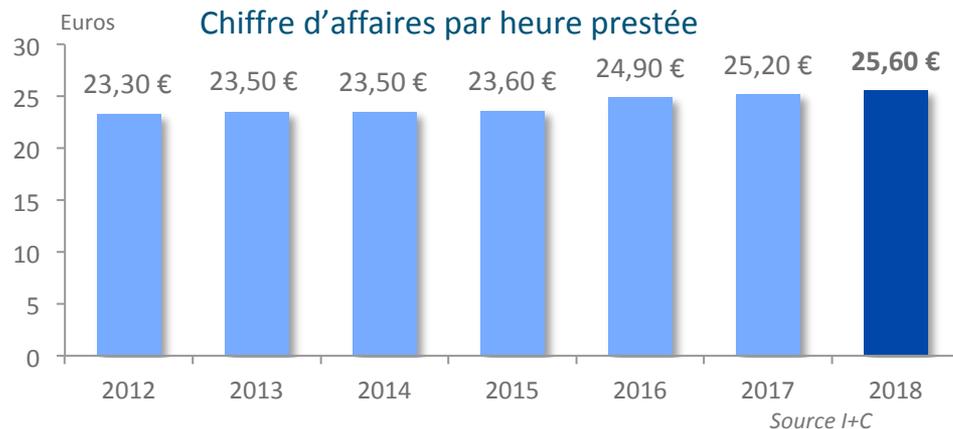
Sur l'ensemble de l'année 2018, les entreprises de la branche sécurité-prévention ont totalisé 279 millions d'heures de travail, soit une croissance de 2 % comparée à 2017.

Rapporté au chiffre d'affaires toutes activités confondues, le tarif moyen de l'heure prestée s'établit à 25,60 € en 2018.



| Strates d'effectifs salariés | Heures prestées (en millions) |
|------------------------------|-------------------------------|
| 500 salariés et plus         | 108,5                         |
| 100 à 499 salariés           | 72,5                          |
| 20 à 99 salariés             | 75                            |
| 1 à 19 salariés              | 23                            |
| <b>Ensemble</b>              | <b>279</b>                    |

Source I+C



Détail pour les spécialistes télésurveillance  
(basé sur l'échantillon répondant)

|                    |       |
|--------------------|-------|
| CA / heure prestée | 102 € |
|--------------------|-------|

# I : Les effectifs salariés

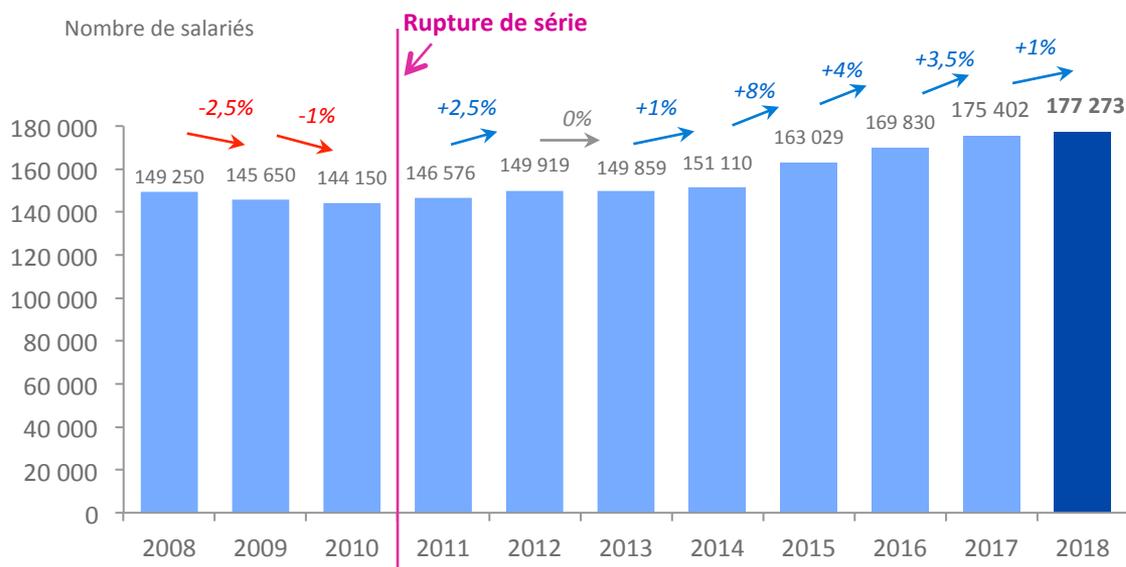
## 2. Les effectifs salariés en 2018 et évolution récente

La hausse du nombre de salariés des entreprises de la profession définie par le code NAF 8010 Z se modère en 2018. A un an d'intervalle, les effectifs salariés ont augmenté de 1 % pour atteindre 177 250 salariés en 2018.

Les 39 plus grandes entités emploient près de la moitié des salariés présents en fin d'année 2018.

Le nombre total de salariés exerçant en télésurveillance (au sein des entreprises spécialisées en télésurveillance et au sein des autres entreprises) est estimé à 11.900 salariés en 2018.

Evolution des effectifs salariés



Source UNEDIC jusqu'en 2010, ACOSS à partir de 2011

Effectifs salariés au 31 décembre 2018

| Strates d'effectifs salariés | Effectifs salariés 2018 | Répartition 2018 en % |
|------------------------------|-------------------------|-----------------------|
| 500 salariés et plus         | 84 600                  | 47,5 %                |
| 100 à 499 salariés           | 40 600                  | 23 %                  |
| 20 à 99 salariés             | 37 900                  | 21,5 %                |
| 1 à 19 salariés              | 14 200                  | 8 %                   |
| <b>Ensemble</b>              | <b>177 300</b>          | <b>100 %</b>          |

Source ACOSS – I+C

Estimation du nombre total de salariés exerçant en télésurveillance

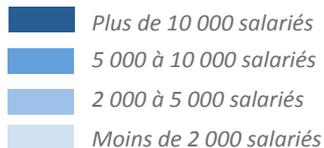
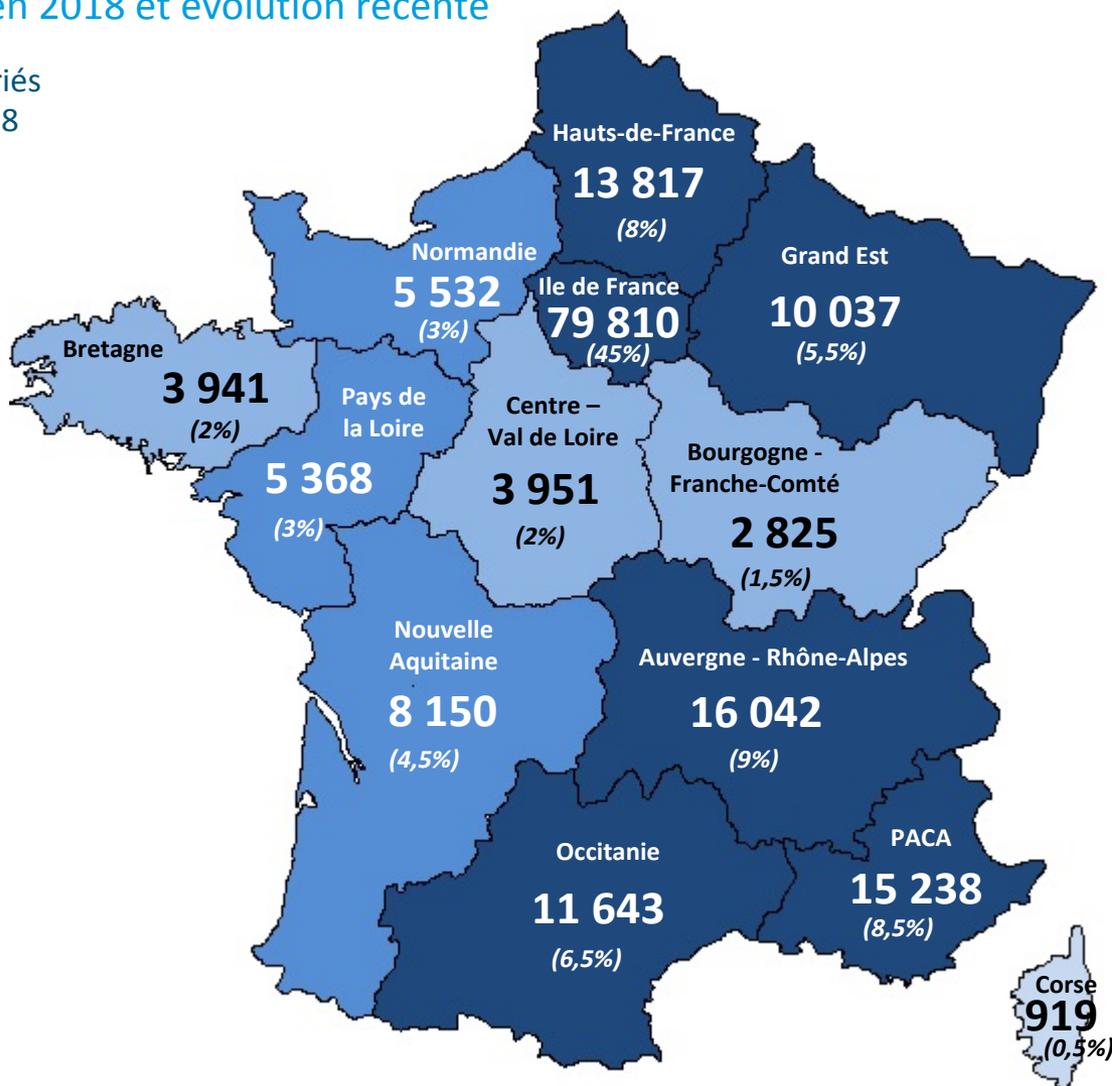
|      |              |
|------|--------------|
| 2018 | 11. 900 sal. |
|------|--------------|

Source I+C

# I : Les effectifs salariés

## 2. Les effectifs salariés en 2018 et évolution récente

Répartition des 177 273 salariés  
selon leur localisation en 2018



Source ACOSS

# I : Les effectifs salariés

## 2. Les effectifs salariés en 2018 et évolution récente

A elle seule, l'Île de France pèse pour 45 % des effectifs de la branche. Alors que le nombre moyen de salariés pour 100 000 habitants s'établit à 274 sur l'ensemble du territoire, ce ratio atteint 653 dans cette région.

Le quart sud-est de l'hexagone concentre un nombre important de salariés de prévention-sécurité, avec une densité particulièrement forte en PACA.

Taille moyenne des établissements  
selon les régions et densité des régions

|                           | Nombre moyen de salariés<br>par établissement | Nombre de salariés<br>pour 100 000 habitants |
|---------------------------|---|--|
| Auvergne – Rhône-Alpes    | 36  | 200  |
| Bourgogne – Franche-Comté | 31  | 101  |
| Bretagne                  | 39  | 118  |
| Centre - Val de Loire     | 33  | 154  |
| Corse                     | 38  | 271  |
| Grand Est                 | 42  | 182  |
| Hauts-de-France           | 43  | 231  |
| Île de France             | 52  | 653  |
| Normandie                 | 40  | 167  |
| Nouvelle Aquitaine        | 34  | 136  |
| Occitanie                 | 31  | 198  |
| Pays-de-la-Loire          | 38  | 142  |
| PACA                      | 32  | 301  |
| <b>Ensemble</b>           | <b>42</b>                                     | <b>274</b>                                   |

(source ACOSS / INSEE)

# I : Les effectifs salariés

## 3. Les mouvements de personnel en 2018

### a. Les embauches et les départs

**198 300 salariés**

Soit 112 % des salariés présents au 31/12/2018

Nombre d'embauches en 2018

**196 400 salariés**

Soit 111 % des salariés présents au 31/12/2018

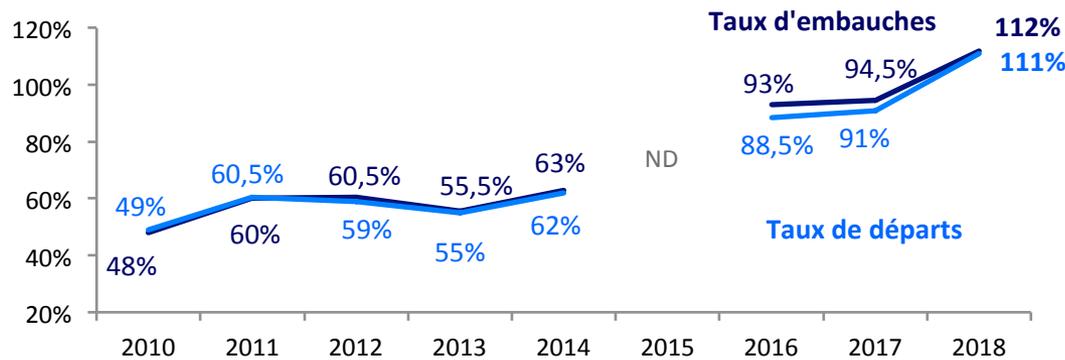
Nombre de départs en 2018

**+ 1 900**

Soit une hausse de 1 % par rapport à 2017

Solde embauches-départs en 2018

Historique des taux d'embauches\* et des taux départs\*\*



Source I+C

### Détail 2018 pour les spécialistes télésurveillance

(basé sur l'échantillon répondant)

|                  |      |
|------------------|------|
| Taux d'embauches | 24 % |
| Taux de départs  | 19 % |

Source I+C

\* Nombre d'embauches de l'année rapporté à l'effectif au 31 décembre

\*\* Nombre de départs de l'année rapporté à l'effectif au 31 décembre

# I : Les effectifs salariés

## 3. Les mouvements de personnel en 2018

### a. Les embauches et les départs

Sur l'ensemble de l'année 2018, 198 300 embauches ont été enregistrées dans les entreprises de la profession, soit un taux d'embauche de 112 %. Ces mouvements de personnel sont nettement plus importants au sein des plus grandes structures.

#### Les embauches en 2018

| Strates d'effectifs salariés | Nombre d'embauches | Taux d'embauche* |
|------------------------------|--------------------|------------------|
| 500 salariés et plus         | 122 700            | 145 %            |
| 100 à 499 salariés           | 28 400             | 70 %             |
| 20 à 99 salariés             | 39 400             | 104 %            |
| 1 à 19 salariés              | 7 800              | 55 %             |
| <b>Ensemble</b>              | <b>198 300</b>     | <b>112 %</b>     |

Source I+C

\* Nombre d'embauches de l'année rapporté à l'effectif au 31 décembre 2017

# I : Les effectifs salariés

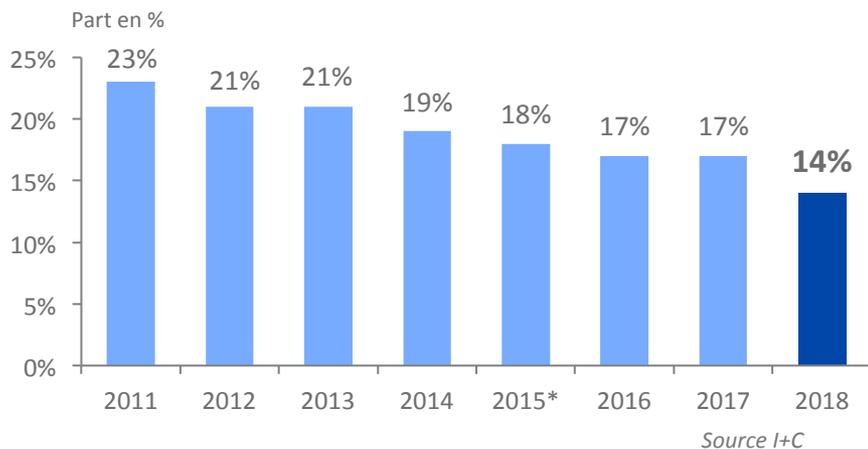
## 3. Les mouvements de personnel en 2018

### a. Les embauches et les départs

Les salariés de moins de 26 ans sont surreprésentés en termes d'embauches : ils totalisent 14 % des embauches réalisées en 2018 alors que ces jeunes salariés ne pèsent que 8,5 % des effectifs présents en fin d'année.

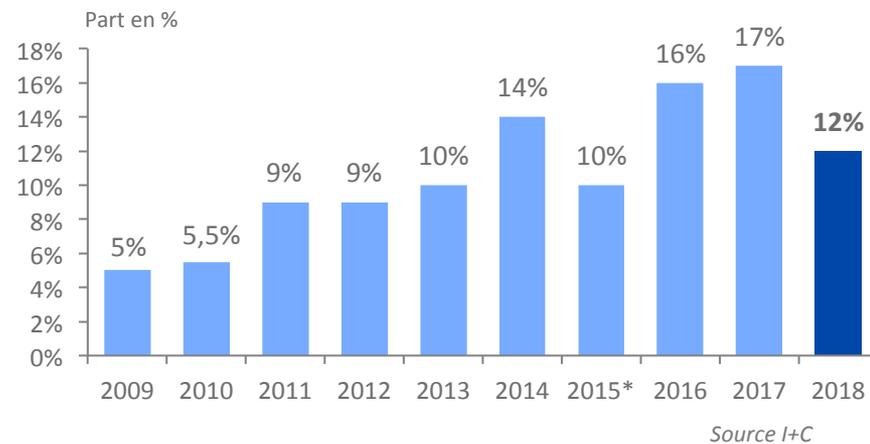
A contrario, le taux d'embauche des seniors apparaît restreint puisque les salariés âgés de 50 ans représentent 21,5 % des salariés présents au 31 décembre 2018, mais seulement 12 % des embauches de l'année.

Part des salariés âgés de moins de 26 ans  
parmi les embauches



\* Donnée basée sur l'échantillon répondant

Part des salariés âgés de 50 ans et plus  
parmi les embauches



Détail pour les spécialistes télésurveillance  
(basé sur l'échantillon répondant)

|      |      |
|------|------|
| 2018 | 27 % |
|------|------|

Source I+C

Détail pour les spécialistes télésurveillance  
(basé sur l'échantillon répondant)

|      |     |
|------|-----|
| 2018 | 3 % |
|------|-----|

Source I+C

# I : Les effectifs salariés

## 3. Les mouvements de personnel en 2018

### a. Les embauches et les départs

En liaison avec les embauches, les taux de départs sont également très élevés au sein des entreprises de la profession. Sur l'ensemble de l'année 2018, 194 400 départs ont été enregistrés.

#### Les départs en 2018

| Strates d'effectifs salariés | Nombre de départs | Taux de départ* |
|------------------------------|-------------------|-----------------|
| 500 salariés et plus         | 119 400           | 141 %           |
| 100 à 499 salariés           | 30 900            | 76 %            |
| 20 à 99 salariés             | 37 650            | 99,5 %          |
| 1 à 19 salariés              | 8 450             | 59,5 %          |
| <b>Ensemble</b>              | <b>194 400</b>    | <b>111 %</b>    |

Source I+C

\* Nombre de départs de l'année rapporté à l'effectif au 31 décembre 2017

# I : Les effectifs salariés

## 3. Les mouvements de personnel en 2018

### a. Les embauches et les départs

La profession compte 1 900 créations nettes d'emplois en 2018.

Cette hausse du nombre de salariés provient de la plus grande strate (500 salariés et plus) et sur la strate intermédiaires (20 à 99 salariés).

Pour la plus petite strate (1 à 19 salariés) et celle des entreprises de 100 à 499 salariés, le solde embauches-départs a été négatif en 2018.

#### Le solde embauches – départs + modification structurelle

| Strates d'effectifs salariés | Solde          |
|------------------------------|----------------|
| 500 salariés et plus         | + 3 300        |
| 100 à 499 salariés           | - 2 500        |
| 20 à 99 salariés             | + 1 750        |
| 1 à 19 salariés              | - 650          |
| <b>Ensemble</b>              | <b>+ 1 900</b> |

Source I+C

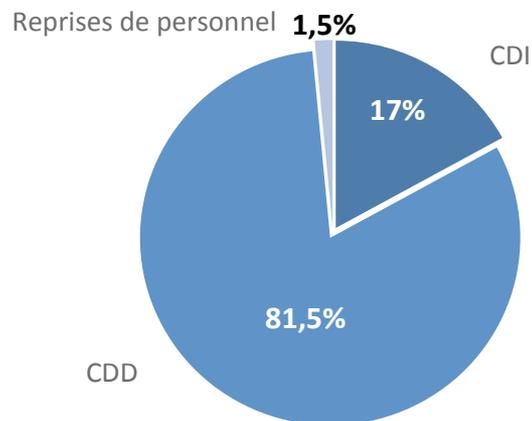
# I : Les effectifs salariés

## 4. Nature des embauches et motifs de départs en 2018

### a. Nature des embauches

Les CDD totalisent plus de 80 % des contrats signés en 2018.

Répartition des effectifs salariés selon le type des contrats



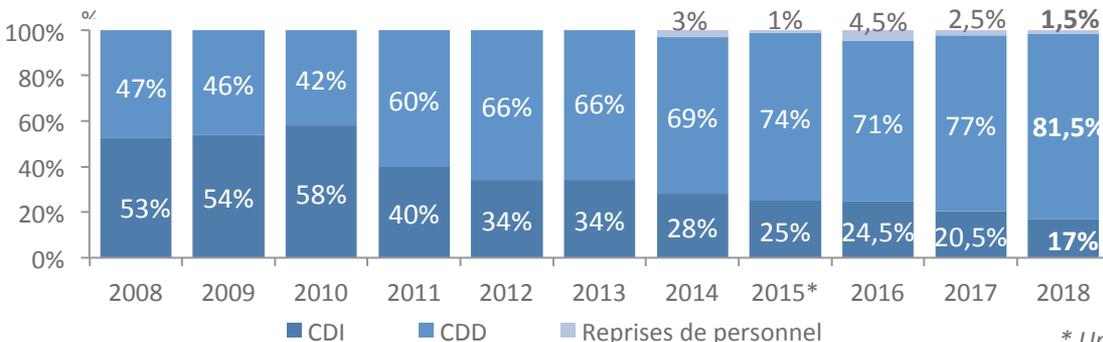
Source I+C

Détail par taille d'entreprises

| Strates d'effectifs salariés | CDI    | CDD   | Reprises de personnel | Ens.  |
|------------------------------|--------|-------|-----------------------|-------|
| 500 salariés et plus         | 10,5 % | 87 %  | 2,5 %                 | 100 % |
| 100 à 499 salariés           | 32,5 % | 67 %  | 0,5 %                 | 100 % |
| 20 à 99 salariés             | 22 %   | 77,5% | 0,5 %                 | 100 % |
| 1 à 19 salariés              | 27 %   | 71 %  | 2 %                   | 100 % |

Source I+C

Rappel des répartitions de 2008 à 2018



Source I+C

Détail pour les spécialistes télésurveillance  
(basé sur l'échantillon répondant)

| CDI  | CDD  | Reprises de personnel | Ens.  |
|------|------|-----------------------|-------|
| 76 % | 23 % | 1 %                   | 100 % |

\* Uniquement pour les entreprises de moins de 500 salariés

## I : Les effectifs salariés

## 4. Nature des embauches et motifs de départs en 2018

## b. Motifs de départs

En lien avec les embauches, près de 78 % des départs enregistrés en 2018 sont dus à des fins de CDD.

## Rappel des répartitions selon le motif de 2008 à 2018

| Motifs de départ   | 2008         | 2009         | 2010         | 2011         | 2012         | 2013         | 2014         | 2015*        | 2016         | 2017         | 2018         |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Démissions   | 18 %         | 15 %         | 16 %         | 10 %         | 9 %          | 11 %         | 7 %          | 7 %          | 6 %          | 6,5 %        | 5 %          |
| Fins de CDD  | 41 %         | 40 %         | 41 %         | 59 %         | 63 %         | 61 %         | 66 %         | 74 %         | 73 %         | 73 %         | 77,5 %       |
| Licenciements pour motifs personnels                                 | 17 %         | 13 %         | 15 %         | 10,5 %       | 8 %          | 7 %          | 6 %          | 5 %          | 5 %          | 5 %          | 5 %          |
| Pendant ou à l'issue de la période d'essai                           | 12 %         | 13 %         | 15 %         | 10 %         | 9 %          | 9 %          | 8 %          | 7 %          | 7,5 %        | 7 %          | 5 %          |
| Ruptures conventionnelles  | -            | 2 %          | 2,5 %        | 1,5 %        | 2 %          | 2 %          | 2 %          | 2 %          | 2,5 %        | 2,5 %        | 1 %          |
| Transferts suite à l'application de l'accord de reprise du personnel | 12 %         | 17 %         | 10,5 %       | 9 %          | 7 %          | 8 %          | 6 %          | 4 %          | 3,5 %        | 3,5 %        | 4,5 %        |
| Autres**   |              |              |              |              |              |              | 1 %          | < 1 %        | 1,5 %        | 1,5 %        | 0,5 %        |
| Non identifiés   | -            | -            | -            | -            | 2 %          | 2 %          | 4 %          | 1 %          | 1 %          | 1 %          | 1 %          |
| <b>Ensemble</b>  | <b>100 %</b> |

\* Uniquement pour les entreprises de moins de 500 salariés

Source I+C

\*\* Départs en retraite ou préretraite, licenciements économiques, perte d'agrément ...

## Age moyen de la retraite

| 2014   | 2015     | 2016   | 2017     | 2018   |
|--------|----------|--------|----------|--------|
| 62 ans | 62,5 ans | 63 ans | 62,5 ans | 63 ans |

## I : Les effectifs salariés

## 4. Nature des embauches et motifs de départs en 2018

## b. Motifs de départs

Détail des motifs de départs pour les spécialistes télésurveillance  
(basé sur l'échantillon répondant)

| Motifs de départ   | 2018         |
|--|--------------|
| Démissions   | 33 %         |
| Fins de CDD  | 17 %         |
| Licenciements pour motifs personnels                                 | 9 %          |
| Pendant ou à l'issue de la période d'essai                           | 23 %         |
| Ruptures conventionnelles  | 14 %         |
| Transferts suite à l'application de l'accord de reprise du personnel | -            |
| Autres**   | 2 %          |
| Non identifiés   | 2 %          |
| <b>Ensemble</b>  | <b>100 %</b> |

Source I+C

\*\* Départs en retraite ou préretraite, licenciements économiques, perte d'agrément ...

Détail de l'âge moyen de départ à la retraite pour les spécialistes télésurveillance  
(basé sur l'échantillon répondant)

|                 |
|-----------------|
| <b>2018</b>     |
| <b>61,5 ans</b> |

## I : Les effectifs salariés

## 5. Les difficultés de recrutement

Nombre d'entreprises rencontrant des difficultés de recrutement  
(En % de l'échantillon répondant)



Raisons évoquées par les entreprises rencontrant des difficultés de recrutement  
(En % d'entreprises concernées parmi l'échantillon répondant)

|   |      |
|---|------|
| Refus des candidats compte tenu de contraintes de conditions de travail | 43 % |
| Qualité de la formation insuffisante                                    | 32 % |
| Nombre de CQP/diplômés disponibles                                      | 30 % |
| Exigences de rémunération ne correspondant pas aux postes               | 21 % |
| Absence de candidatures   | 11 % |
| Manque de motivation des candidats                                      | 11 % |
| Autres*   | 21 % |

Source I+C

\* Le profil ne correspond pas, l'implantation géographique de l'entreprise, les candidats préfèrent ne pas être déclarés, évolutions réglementaires, ...

# I : Les effectifs salariés

## 6. Les transformations de CDD en CDI

En 2018, le taux de transformations de CDD en CDI s'établit globalement à 3,5 %, soit un taux identique à 2017. Ce ratio apparaît relativement comparable selon les strates d'entreprises.

### Les transformations en 2018

| Strates d'effectifs salariés | Transformations | Taux de transformation* |
|------------------------------|-----------------|-------------------------|
| 500 salariés et plus         | 3 050           | 3,5 %                   |
| 100 à 499 salariés           | 1 150           | 3 %                     |
| 20 à 99 salariés             | 1 300           | 3,5 %                   |
| 1 à 19 salariés              | 450             | 3,5 %                   |
| <b>Ensemble</b>              | <b>5 950</b>    | <b>3,5 %</b>            |

\* Nombre de transformations de CDD en CDI de l'année rapporté à l'effectif au 31 décembre 2018

Source I+C

Nombre de CDI embauchés qui  
avaient effectué précédemment  
un CDD en 2018 :

# 4 000

Soit 2,5 % des salariés présents  
au 31 décembre 2018  
(Rappel 2017 : 3,5 %)

### Rappel des transformations de 2008 à 2018

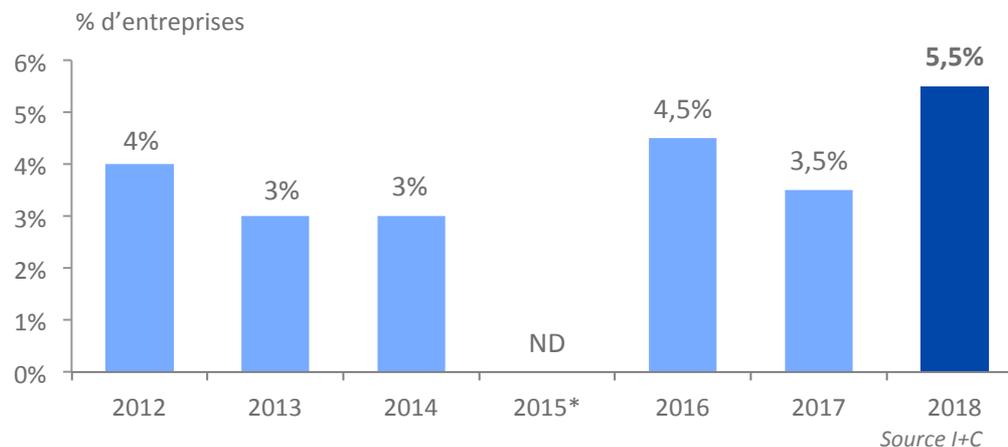
|      | 2008 | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017  | 2018         |
|------|------|-------|-------|-------|-------|------|------|------|------|-------|--------------|
| Taux | 2%   | 1,5 % | 1,5 % | 1,5 % | 2,5 % | 3 %  | 3 %  | ND   | 3 %  | 3,5 % | <b>3,5 %</b> |

# I : Les effectifs salariés

## 7. Le recours à l'intérim

En 2018, 5,5 % de l'ensemble des entreprises ont eu recours à l'intérim. Cette proportion est fonction croissante de la taille des entreprises. En effet, la moitié des majors et un quart des entreprises employant 100 à 499 salariés ont eu recours à l'intérim en 2018. Au sein des plus petites strates (moins de 100 salariés), seules 4 % des entreprises sont concernées.

Pourcentage d'entreprises ayant recours à l'intérim



| Strates d'effectifs salariés | % d'entreprises |
|------------------------------|-----------------|
| 500 salariés et plus         | 50 %            |
| 100 à 499 salariés           | 25 %            |
| 20 à 99 salariés             | 4 %             |
| 1 à 19 salariés              | 4 %             |

Source I+C



Taux de participation trop faible pour estimer le nombre d'heures d'intérim en 2018

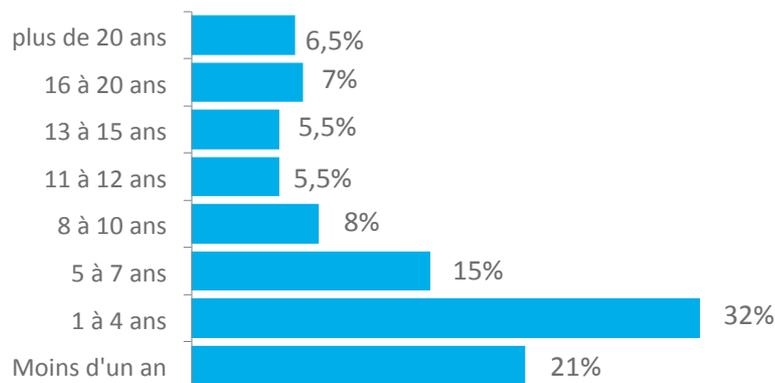
\* NB : Conséquence de la très faible participation des entreprises de plus de 500 salariés en 2015 : le pourcentage total d'entreprises ayant eu recours à l'intérim n'a pas pu être établi cette année là.

## II : La structure des effectifs salariés au 31.12.18

### 1. Selon l'ancienneté

L'ancienneté moyenne (au sein de la même entreprise) a encore augmenté et avoisine 6,5 ans en 2018, soit une année de plus que sur l'intervalle 2015-2016. Cet indicateur est plus élevé dans les plus grandes structures : 8,5 ans en moyenne.

#### Répartition des effectifs salariés selon leur ancienneté



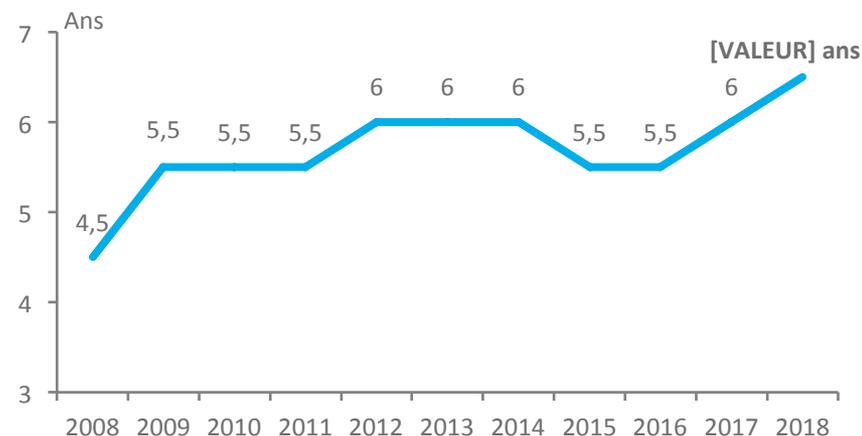
Source I+C

#### Détail de l'ancienneté moyenne selon la taille des entreprises en 2018

|                      |                |
|----------------------|----------------|
| 500 salariés et plus | 8,5 ans        |
| 100 à 499 salariés   | 5,5 ans        |
| 20 à 99 salariés     | 4 ans          |
| 1 à 19 salariés      | 5 ans          |
| <b>Ensemble</b>      | <b>6,5 ans</b> |

Source I+C

#### Evolution de l'ancienneté moyenne



Source I+C

#### Détail pour les spécialistes télésurveillance (basé sur l'échantillon répondant)

**2018**

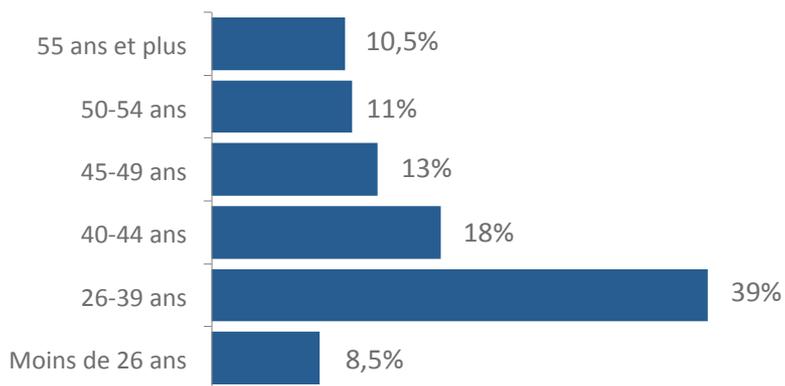
6,5 ans

## II : La structure des effectifs salariés au 31.12.18

### 2. Selon l'âge des salariés

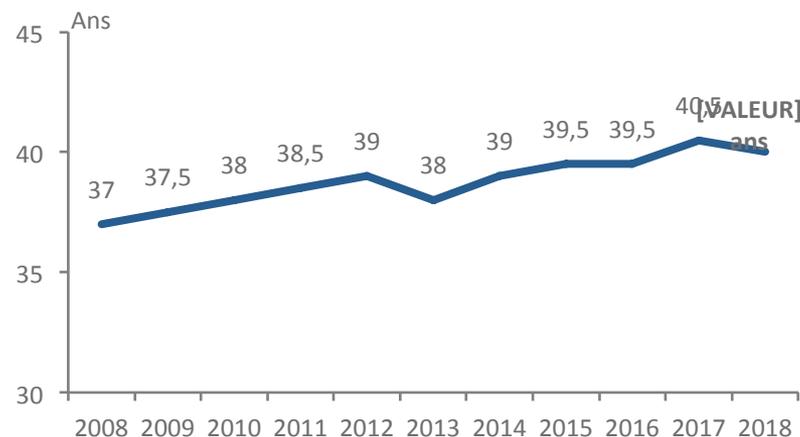
L'âge moyen des salariés se réduit légèrement en 2018 pour s'établir à 40 ans, soit six mois de moins qu'en 2017. Les salariés des plus grandes entreprises sont, en moyenne, plus âgés que leurs confrères des autres strates.

Répartition des effectifs salariés  
selon leur âge



Source I+C

Evolution de l'âge moyen



Source I+C

Détail de l'âge moyen selon  
la taille des entreprises en 2018

|                      |               |
|----------------------|---------------|
| 500 salariés et plus | 41,5 ans      |
| 100 à 499 salariés   | 38,5 ans      |
| 20 à 99 salariés     | 38 ans        |
| 1 à 19 salariés      | 39 ans        |
| <b>Ensemble</b>      | <b>40 ans</b> |

Source I+C

Détail pour les spécialistes télésurveillance  
(basé sur l'échantillon répondant)

**2018**

37,5 ans

## II : La structure des effectifs salariés au 31.12.18

### 3. Selon le sexe des salariés

Les effectifs masculins demeurent très majoritaires au sein des entreprises de la branche. Les hommes représentent en effet 86 % des salariés présents au 31 décembre 2018.

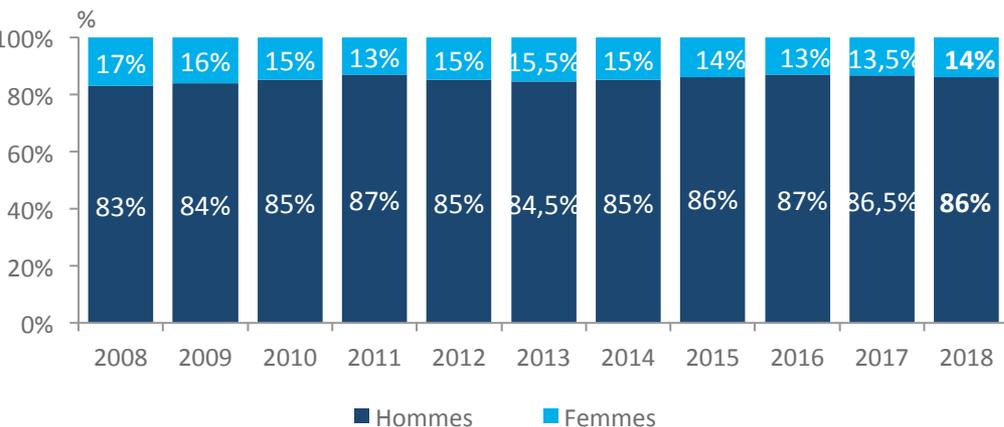
Le taux de féminisation reste plus limité au sein des entreprises de taille intermédiaire.

Répartition des effectifs salariés  
selon leur sexe



Source I+C

Rappel des répartitions de 2008 à 2018



Source I+C

Détail par taille d'entreprises

| Strates d'effectifs salariés | Hommes      | Femmes      | Ensemble     |
|------------------------------|-------------|-------------|--------------|
| 500 salariés et plus         | 83 %        | 17 %        | 100 %        |
| 100 à 499 salariés           | 89 %        | 11 %        | 100 %        |
| 20 à 99 salariés             | 90 %        | 10 %        | 100 %        |
| 1 à 19 salariés              | 87 %        | 13 %        | 100 %        |
| <b>Ensemble</b>              | <b>86 %</b> | <b>14 %</b> | <b>100 %</b> |

Source I+C

Détail pour les spécialistes télésurveillance  
(basé sur l'échantillon répondant)

| Hommes | Femmes | Ensemble |
|--------|--------|----------|
| 65 %   | 35 %   | 100 %    |

Source I+C

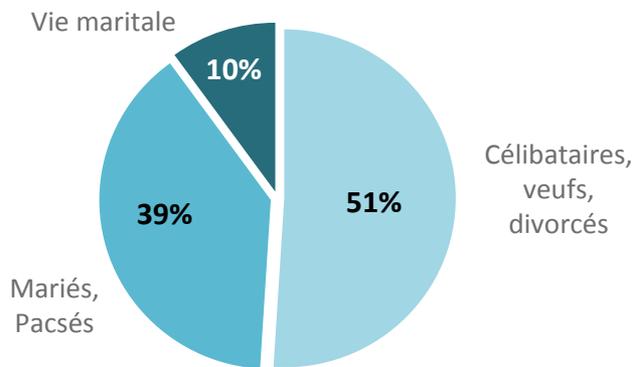
## II : La structure des effectifs salariés au 31.12.18

### 4. Selon la situation familiale des salariés

La répartition des salariés selon leur situation familiale évolue légèrement en 2018.

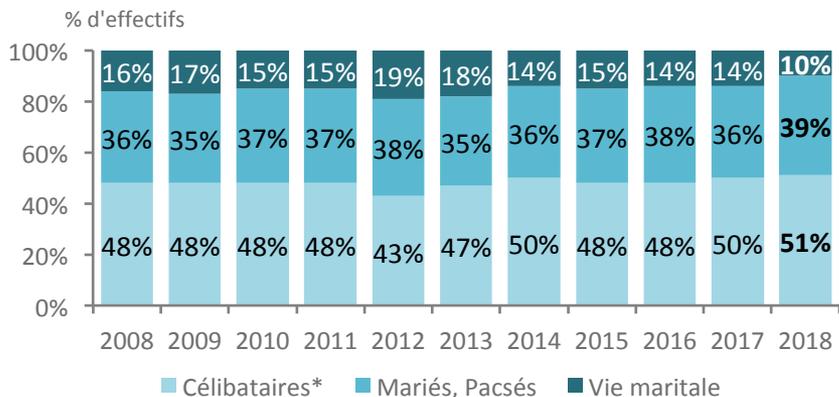
Les salariés vivant seuls (célibataires, veufs, divorcés) représentent plus de la moitié des effectifs totaux. Ce taux s'avère franchement plus élevé au sein des plus grandes structures.

Répartition des effectifs salariés  
selon leur situation familiale



Source I+C

Rappel des répartitions de 2008 à 2018



\* Célibataires, veufs, divorcés

Source I+C

Détail par taille d'entreprises

| Strates d'effectifs salariés | Célibataires* | Mariés Pacsés | Maritale    | Ensemble     |
|------------------------------|---------------|---------------|-------------|--------------|
| 500 salariés et plus         | 63 %          | 30 %          | 7 %         | 100 %        |
| 100 à 499 salariés           | 48 %          | 42 %          | 10 %        | 100 %        |
| 20 à 99 salariés             | 36 %          | 51 %          | 13 %        | 100 %        |
| 1 à 19 salariés              | 28 %          | 54 %          | 18 %        | 100 %        |
| <b>Ensemble</b>              | <b>51 %</b>   | <b>39 %</b>   | <b>10 %</b> | <b>100 %</b> |

Source I+C

Détail pour les spécialistes télésurveillance  
(basé sur l'échantillon répondant)

| Célibataires* | Mariés Pacsés | Maritale | Ensemble |
|---------------|---------------|----------|----------|
| 39 %          | 42 %          | 19 %     | 100 %    |

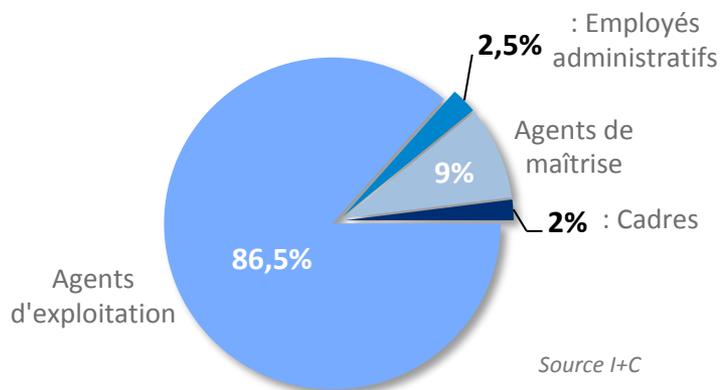
Source I+C

## II : La structure des effectifs salariés au 31.12.18

### 5. Selon la catégorie professionnelle des salariés

La part des agents d'exploitation s'est renforcée entre 2017 et 2018 : ils représentent désormais 86,5 % de l'ensemble des effectifs..

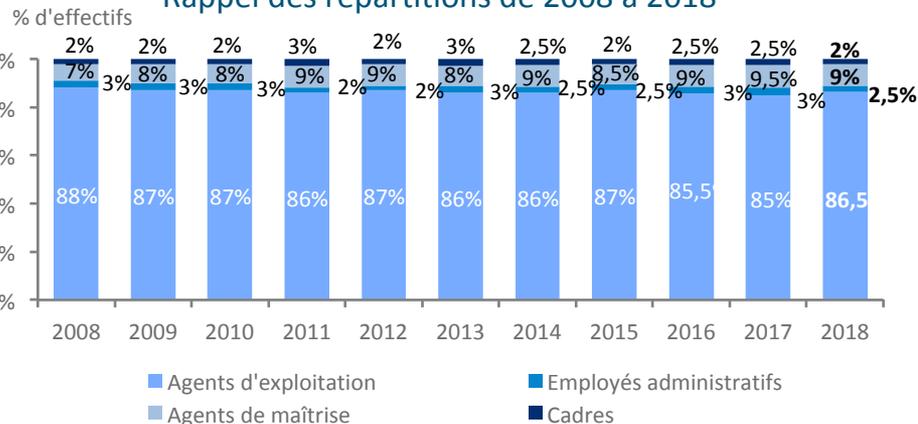
Répartition des effectifs salariés  
selon leur catégorie professionnelle



Détail par taille d'entreprises

| Strates d'effectifs salariés | Agents d'explo-<br>-tation | Employés adminis-<br>-tratifs | Agents de<br>maîtrise | Cadres     | Ens.         |
|------------------------------|----------------------------|-------------------------------|-----------------------|------------|--------------|
| 500 salariés et plus         | 85 %                       | 1 %                           | 12 %                  | 2 %        | 100 %        |
| 100 à 499 salariés           | 89 %                       | 2 %                           | 7 %                   | 2 %        | 100 %        |
| 20 à 99 salariés             | 88 %                       | 4 %                           | 6 %                   | 2 %        | 100 %        |
| 1 à 19 salariés              | 82 %                       | 7 %                           | 5 %                   | 6 %        | 100 %        |
| <b>Ensemble</b>              | <b>86,5 %</b>              | <b>2,5 %</b>                  | <b>9 %</b>            | <b>2 %</b> | <b>100 %</b> |

Rappel des répartitions de 2008 à 2018



Détail pour les spécialistes télésurveillance  
(basé sur l'échantillon répondant)

| Agents d'explo-<br>-tation | Employés adminis-<br>-tratifs | Agents de<br>maîtrise | Cadres | Ens.  |
|----------------------------|-------------------------------|-----------------------|--------|-------|
| 26 %                       | 39 %                          | 15 %                  | 20 %   | 100 % |

Source I+C

## II : La structure des effectifs salariés au 31.12.18

### 5. Selon la catégorie professionnelle des salariés

Taux d'encadrement de proximité moyen

| 2015  | 2016  | 2017   | 2018        |
|-------|-------|--------|-------------|
| 9,5 % | 9,5 % | 10,5 % | <b>10 %</b> |

Source I+C

Détail pour les spécialistes télésurveillance

(basé sur l'échantillon répondant)

|             |
|-------------|
| <b>2018</b> |
| <b>18 %</b> |

Source I+C

## II : La structure des effectifs salariés au 31.12.18

## 6. Détail des effectifs concernant les agents d'exploitation

|  | <b>2018</b>  |
|--|--------------|
| <b>Filière surveillance</b>  | <b>59 %</b>  |
| <i>dont :</i>  |              |
| • Agent de sécurité qualifié (coef. 120)   | 5 %          |
| • Agent de sécurité confirmé (coef. 130)   | 40 %         |
| • Agent de sécurité chef de poste (coef. 140)                                    | 8 %          |
| • Agent de sécurité cynophile (coef. 140)  | 3,5 %        |
| • Agent de sécurité mobile (coef. 140)   | 1,5 %        |
| • Agent de sécurité filtrage (hors aéroportuaire) (coef. 140)                    | 0,5 %        |
| • Agent de sécurité opérateur filtrage (hors aéroportuaire) (coef. 150)          | 0,5 %        |
| <b>Filière distribution</b>  | <b>9 %</b>   |
| <i>dont :</i>  |              |
| • Agent de sécurité magasin pré-vol (coef. 130)                                  | 2 %          |
| • Agent de sécurité magasin video (coef. 130)                                    | 1,5 %        |
| • Agent de sécurité magasin arrière caisse (coef. 140)                           | 5,5 %        |
| <b>Filière télésurveillance</b>  | <b>7 %</b>   |
| <i>dont :</i>  |              |
| • Agent de sécurité opérateur SCT1 (coef. 140)                                   | 5,5 %        |
| • Agent de sécurité opérateur SCT2 (coef. AM 150)                                | 1,5 %        |
| <b>Filière prévention de l'incendie</b>  | <b>18 %</b>  |
| <i>dont :</i>  |              |
| • Agent des services de sécurité incendie (coef. 140)                            | 15 %         |
| • Chef équipe des services sécurité incendie (coef. AM 150)                      | 3 %          |
| • Pompier d'aérodrome (coef. 150)  | < 0,5 %      |
| • Pompier d'aérodrome chef de manœuvre (coef. AM 185)                            | < 0,5 %      |
| • Responsable SSLIA (coef. AM 235)   | < 0,5 %      |
| <b>Filière aéroportuaire (annexe 8 CCN) (coefficients après période d'essai)</b> | <b>5 %</b>   |
| <i>dont :</i>  |              |
| • Agent d'exploitation de sûreté (coef. 150)                                     | 0,5 %        |
| • Profileur (coef. 160)  | < 0,5 %      |
| • Opérateur de sûreté qualifié (coef. 160)                                       | 3,5 %        |
| • Opérateur de sûreté confirmé (coef. 175)                                       | 0,5 %        |
| • Coordinateur (coef. 190)   | 0,5 %        |
| • Chef d'équipe (coef. AM 200)   | < 0,5 %      |
| • Superviseur (coef. AM 255)   | < 0,5 %      |
| <b>Autres</b>  | <b>2 %</b>   |
| <b>Ensemble des agents d'exploitation</b>  | <b>100 %</b> |

## II : La structure des effectifs salariés au 31.12.18

Les agents d'exploitation selon les coefficients de la convention collective

Détail selon le sexe des salariés

|  | hommes       | Femmes       | Ensemble     |
|--|--------------|--------------|--------------|
| <b>Filière surveillance</b>  | <b>61 %</b>  | <b>49 %</b>  | <b>59 %</b>  |
| <i>dont :</i>  |              |              |              |
| • Agent de sécurité qualifié (coef. 120)   | 5 %          | 6 %          | 5 %          |
| • Agent de sécurité confirmé (coef. 130)   | 41 %         | 33 %         | 40 %         |
| • Agent de sécurité chef de poste (coef. 140)                                    | 8 %          | 5 %          | 8 %          |
| • Agent de sécurité cynophile (coef. 140)  | 4 %          | 3,5%         | 3,5 %        |
| • Agent de sécurité mobile (coef. 140)   | 2 %          | 1 %          | 1,5 %        |
| • Agent de sécurité filtrage (hors aéroportuaire) (coef. 140)                    | 0,5 %        | 0,5 %        | 0,5 %        |
| • Agent de sécurité opérateur filtrage (hors aéroportuaire) (coef. 150)          | 0,5 %        | <0,5 %       | 0,5 %        |
| <b>Filière distribution</b>  | <b>10 %</b>  | <b>2 %</b>   | <b>9 %</b>   |
| <i>dont :</i>  |              |              |              |
| • Agent de sécurité magasin pré-vol (coef. 130)                                  | 2 %          | < 0,5 %      | 2 %          |
| • Agent de sécurité magasin video (coef. 130)                                    | 2 %          | < 0,5 %      | 1,5 %        |
| • Agent de sécurité magasin arrière caisse (coef. 140)                           | 6 %          | 2 %          | 5,5 %        |
| <b>Filière télésurveillance</b>  | <b>6 %</b>   | <b>13 %</b>  | <b>7 %</b>   |
| <i>dont :</i>  |              |              |              |
| • Agent de sécurité opérateur SCT1 (coef. 140)                                   | 5 %          | 11 %         | 5,5 %        |
| • Agent de sécurité opérateur SCT2 (coef. AM 150)                                | 1 %          | 2 %          | 1,5 %        |
| <b>Filière prévention de l'incendie</b>  | <b>19 %</b>  | <b>9 %</b>   | <b>18 %</b>  |
| <i>dont :</i>  |              |              |              |
| • Agent des services de sécurité incendie (coef. 140)                            | 15,5 %       | 8 %          | 15 %         |
| • Chef équipe des services sécurité incendie (coef. AM 150)                      | 3,5 %        | 1 %          | 3 %          |
| • Pompier d'aérodrome (coef. 150)  | < 0,5 %      | < 0,5 %      | < 0,5 %      |
| • Pompier d'aérodrome chef de manœuvre (coef. AM 185)                            | < 0,5 %      | < 0,5 %      | < 0,5 %      |
| • Responsable SSLIA (coef. AM 235)   | < 0,5 %      | < 0,5 %      | < 0,5 %      |
| <b>Filière aéroportuaire (annexe 8 CCN) (coefficients après période d'essai)</b> | <b>3 %</b>   | <b>18 %</b>  | <b>5 %</b>   |
| <i>dont :</i>  |              |              |              |
| • Agent d'exploitation de sûreté (coef. 150)                                     | ND           | ND           | 0,5 %        |
| • Profileur (coef. 160)  | ND           | ND           | < 0,5 %      |
| • Opérateur de sûreté qualifié (coef. 160)                                       | ND           | ND           | 3,5 %        |
| • Opérateur de sûreté confirmé (coef. 175)                                       | ND           | ND           | 0,5 %        |
| • Coordinateur (coef. 190)   | ND           | ND           | 0,5 %        |
| • Chef d'équipe (coef. AM 200)   | ND           | ND           | < 0,5 %      |
| • Superviseur (coef. AM 255)   | ND           | ND           | < 0,5 %      |
| <b>Autres</b>  | <b>1 %</b>   | <b>9 %</b>   | <b>2 %</b>   |
| <b>Ensemble des agents d'exploitation</b>  | <b>100 %</b> | <b>100 %</b> | <b>100 %</b> |

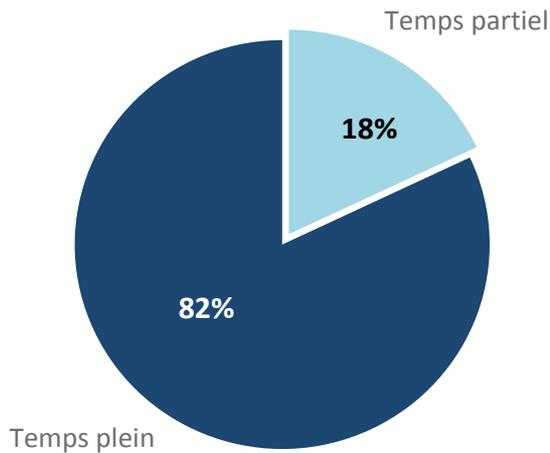
## II : La structure des effectifs salariés au 31.12.18

### 7. Détail des effectifs selon la durée des contrats

Le recours au temps partiel apparaît inchangé à un an d'intervalle. En effet, ce type de poste concerne toujours 18 % des salariés présents au 31 décembre 2018.

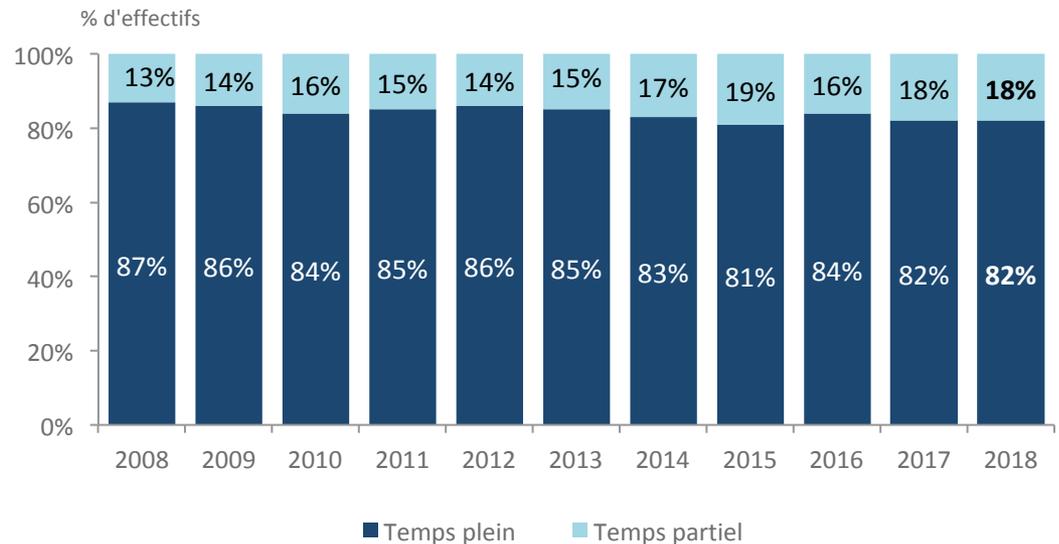
L'essentiel des salariés (82 %) présents fin 2018 occupent un poste à temps plein.

Répartition des effectifs salariés  
selon la durée des contrats



Source I+C

Rappel des répartitions de 2008 à 2018

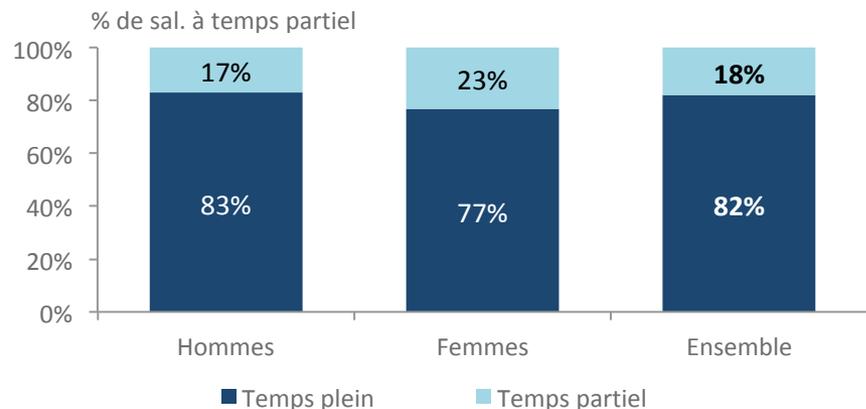


Source I+C

## II : La structure des effectifs salariés au 31.12.18

### 7. Détail des effectifs selon la durée des contrats

Détail selon le sexe des salariés



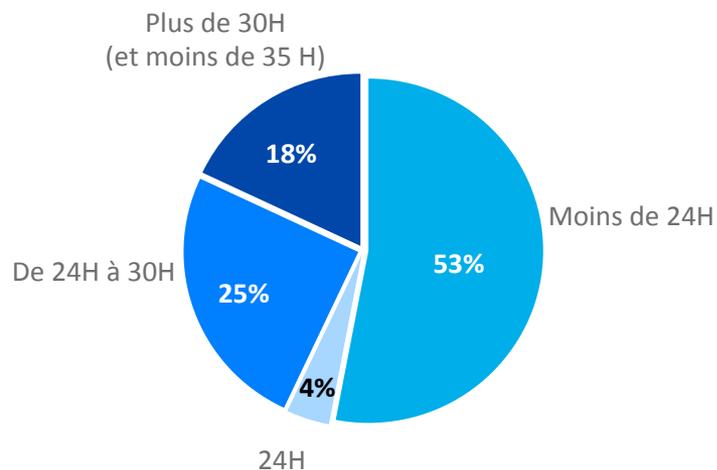
Source I+C

Détail par taille d'entreprises

| Strates d'effectifs salariés | Temps plein | Temps partiel | Ensemble     |
|------------------------------|-------------|---------------|--------------|
| 500 salariés et plus         | 88 %        | 12 %          | 100 %        |
| 100 à 499 salariés           | 82 %        | 18 %          | 100 %        |
| 20 à 99 salariés             | 72 %        | 28 %          | 100 %        |
| 1 à 19 salariés              | 75 %        | 25 %          | 100 %        |
| <b>Ensemble</b>              | <b>82 %</b> | <b>18 %</b>   | <b>100 %</b> |

Source I+C

Répartition des salariés à temps partiel selon la durée de travail hebdomadaire



Détail pour les spécialistes télésurveillance  
(basé sur l'échantillon répondant)

| Temps plein | Temps partiel | Ensemble |
|-------------|---------------|----------|
| 96 %        | 4 %           | 100 %    |

Source I+C

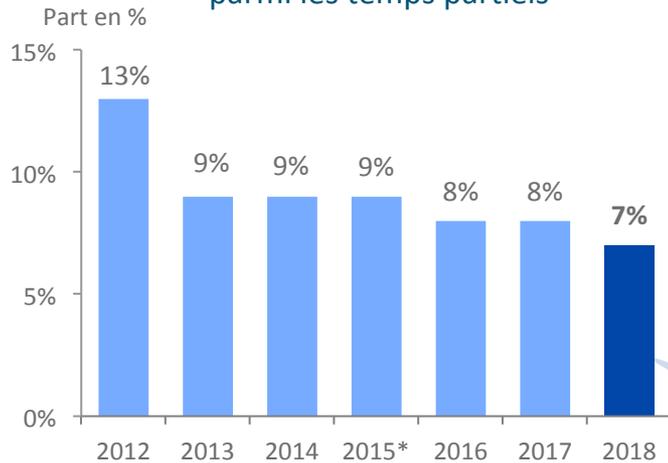
## II : La structure des effectifs salariés au 31.12.18

### 7. Détail des effectifs selon la durée des contrats

Les salariés de moins de 26 ans représentent 7 % des temps partiels. Ainsi, 15 % des jeunes salariés sont à temps partiel, soit un taux légèrement inférieur à celui observé pour l'ensemble des salariés (18 %).

La part des salariés de 50 ans et plus parmi les temps partiels s'établit à 14 % en 2018. Ainsi, 12 % des seniors sont à temps partiel, contre 18 % toutes strates d'âge confondues.

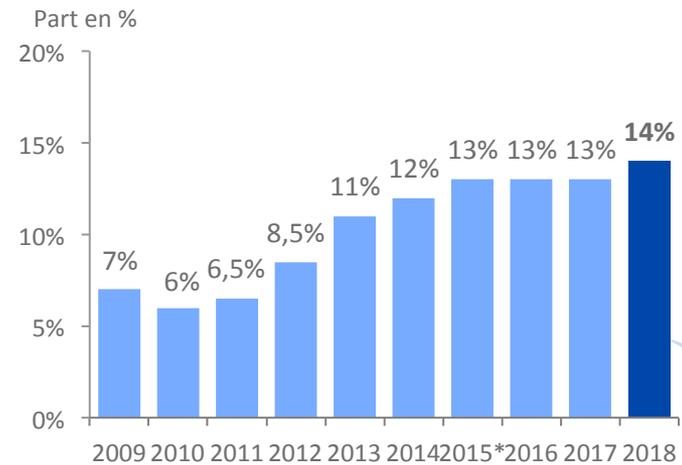
Part des salariés âgés de moins de 26 ans  
parmi les temps partiels



Ce qui correspond à **15 %** des salariés de moins de 26 ans  
(**17 %** en 2017)

Source I+C

Part des salariés âgés de 50 ans et plus  
parmi les temps partiels



Ce qui correspond à **12 %** des salariés âgés de 50 ans et plus  
(**10 %** en 2017)

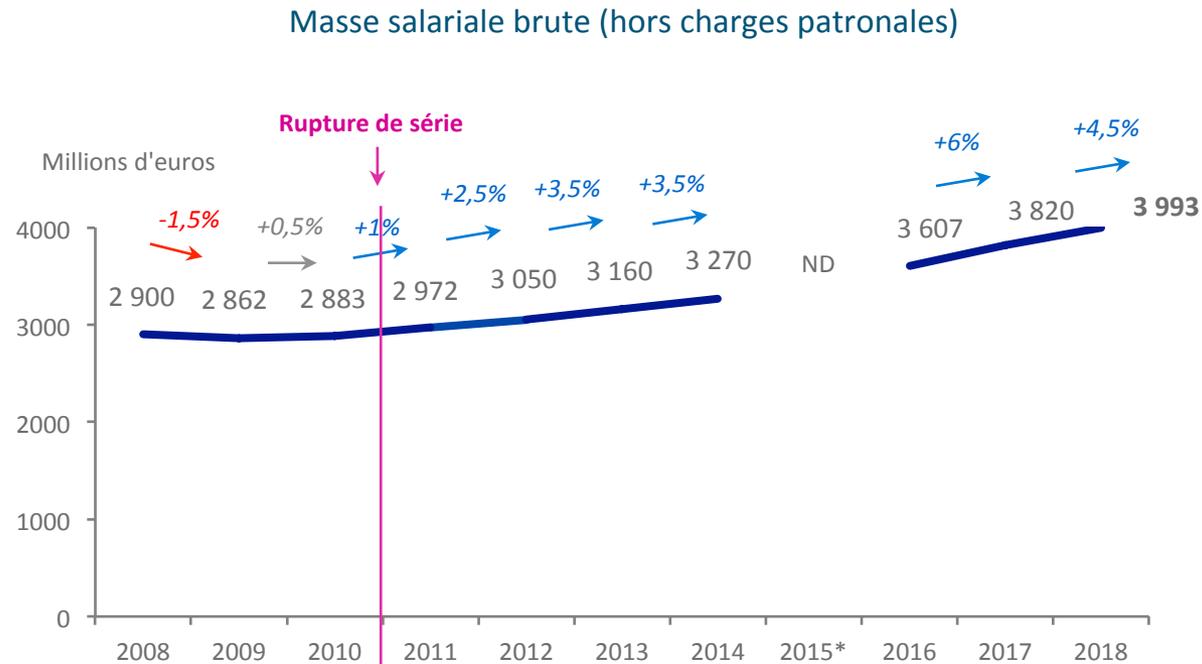
Source I+C

\* Donnée basée sur l'échantillon répondant

## III : Les rémunérations

### 1. Masse salariale et charges patronales

#### a. Masse salariale 2018



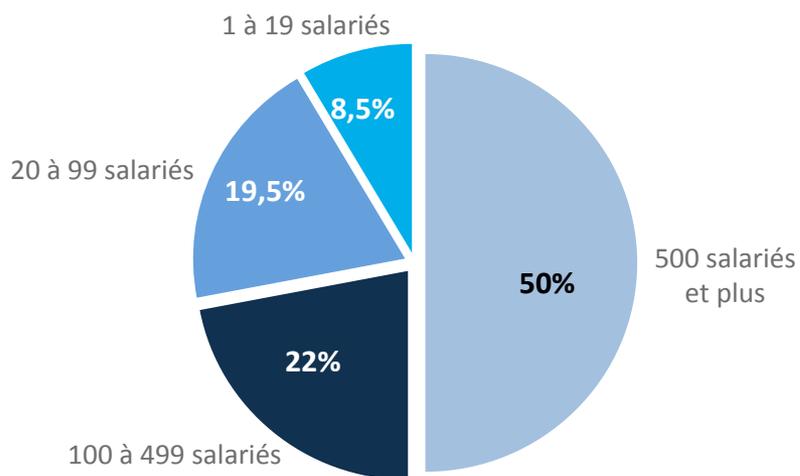
\*NB : Conséquence de la très faible participation des entreprises de plus de 500 salariés lors de l'enquête 2016 : la masse salariale brute n'a pas pu être estimée pour l'année 2015

### III : Les rémunérations

#### 1. Masse salariale et charges patronales

##### b. Répartition de la masse salariale selon les principales catégories professionnelles

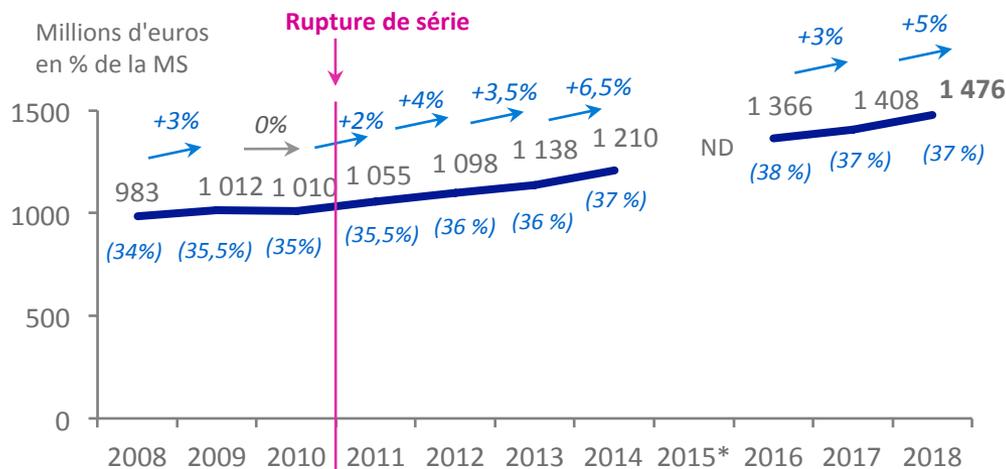
Répartition de la masse salariale selon les principales catégories professionnelles



Source I+C

##### c. Charges patronales

Evolution du montant des charges patronales



Source I+C

\*NB : Conséquence de la très faible participation des entreprises de plus de 500 salariés lors de l'enquête 2016 : les charges patronales n'ont pas pu être estimées pour l'année 2015

### III : Les rémunérations

#### 2. Rémunérations

a. Salaires mensuels bruts, y compris les primes soumises à charges sociales (hors panier), des salariés en CDI présents à temps plein

##### ▪ Agents d'exploitation

|                 | 2008  | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015* | 2016  | 2017  | 2018         |
|-----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| Coefficient 120 | 1 500 | 1 500 | 1 570 | 1 600 | 1 610 | 1 630 | 1 660 | 1 480 | 1 670 | 1 660 | <b>1 740</b> |
| Coefficient 130 | 1 550 | 1 550 | 1 610 | 1 650 | 1 670 | 1 670 | 1 700 | 1 490 | 1 710 | 1 710 | <b>1 790</b> |
| Coefficient 140 | 1 600 | 1 605 | 1 650 | 1 680 | 1 700 | 1 760 | 1 750 | 1 550 | 1 750 | 1 740 | <b>1 850</b> |
| Coefficient 150 | 1 725 | 1 725 | 1 710 | 1 750 | 1 790 | 1 830 | 1 900 | 1 620 | 1 900 | 1 920 | <b>2 050</b> |

Source I+C

##### ▪ Agents de maîtrise et cadres

|                    | 2008  | 2009  | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015* | 2016  | 2017  | 2018         |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| Agents de maîtrise | 2 250 | 2 250 | 2 300 | 2 350 | 2 300 | 2 360 | 2 400 | 1 970 | 2 410 | 2 320 | <b>2 540</b> |
| Cadres             | 3 600 | 3 750 | 4 000 | 3 900 | 3 800 | 3 820 | 4 640 | 2 880 | 4 410 | 4 510 | <b>4 680</b> |

Source I+C

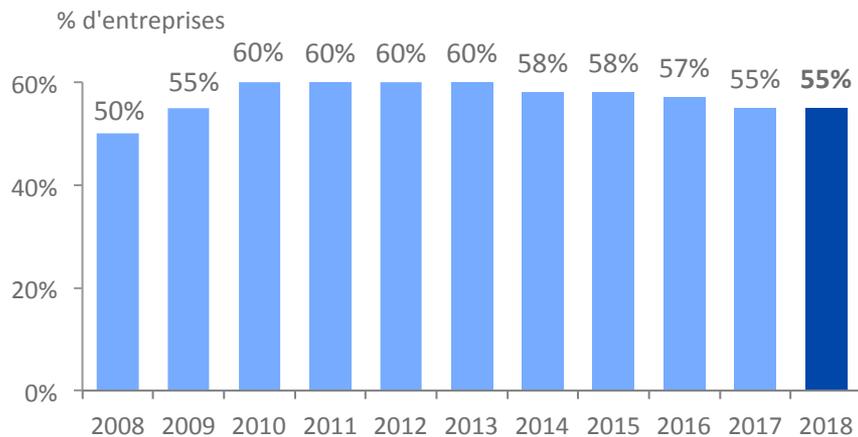
\* NB : Conséquence de la très faible participation des entreprises de plus de 500 salariés lors de l'enquête 2016 : les salaires moyens en 2015 ne peuvent pas être comparés à ceux affichés les années précédentes.

### III : Les rémunérations

#### 2. Rémunérations

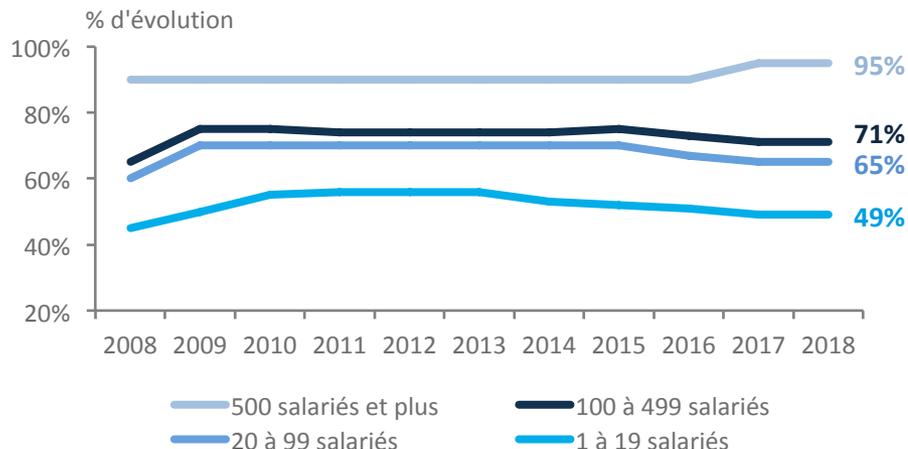
##### b. Rémunérations des astreintes

Pourcentage d'entreprises qui rémunèrent les astreintes



Source I+C

Détail par taille d'entreprises



Source I+C

Modes de rémunérations des astreintes  
(% d'entreprises)

|  |              |
|--|--------------|
| Indemnité forfaitaire mensuelle  | 20 %         |
| Indemnité forfaitaire par période d'astreintes   | 70 %         |
| Rémunération totale ou partielle des heures d'astreinte en % des heures de travail effectifs | 25 %         |
| <b>Ensemble</b>  | <b>115 %</b> |

Source I+C

En 2018, toujours 55 % des entreprises ont rémunéré les astreintes.

Ce taux est nettement plus élevé au sein des plus grandes structures.

Dans 70 % des cas, la rémunération des astreintes relève d'une indemnité forfaitaire par période d'astreintes.

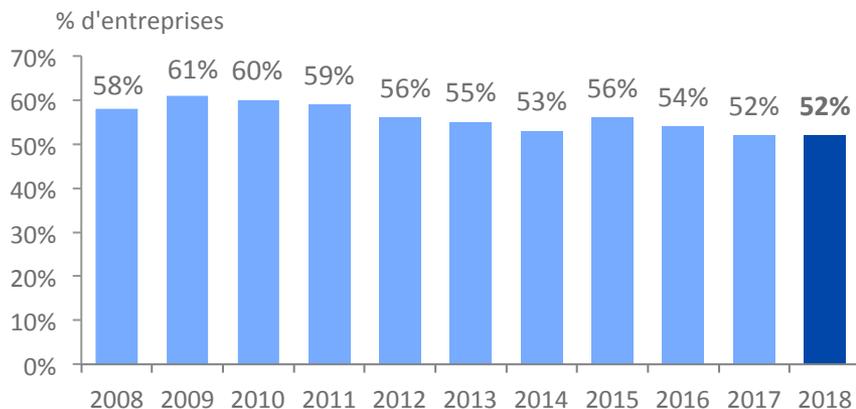
## III : Les rémunérations

### 2. Rémunérations

#### c. Indemnisation pour l'entretien des tenues

Une majorité d'entreprises (52 %) indemnisent leurs salariés pour l'entretien des tenues.  
Toutes les majors ayant participé à l'enquête pratiquent ce type d'indemnisation.

Pourcentage d'entreprises versant une indemnisation  
pour l'entretien des tenues



Source I+C

Détail par taille d'entreprises

|                      | % d'entreprises |
|----------------------|-----------------|
| 500 salariés et plus | 100 %           |
| 100 à 499 salariés   | 60 %            |
| 20 à 99 salariés     | 50 %            |
| 1 à 19 salariés      | 51 %            |
| <b>Ensemble</b>      | <b>52 %</b>     |

Source I+C

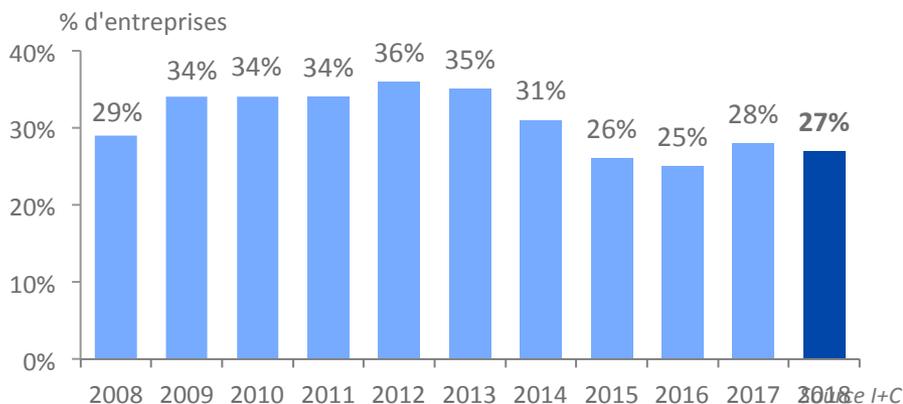
## IV : Les conditions de travail

### 1. Accords d'aménagement et/ou de réduction du temps de travail

La part des entreprises disposant d'un accord d'aménagement et/ou de réduction du temps de travail évolue à la marge en 2018 : 27 % des entreprises sont concernées cette année. Il s'agit essentiellement d'accords d'annualisation.

Ce ratio demeure corrélé à la taille des sociétés.

Pourcentage d'entreprises ayant un accord d'aménagement et/ou de réduction du temps de travail



Détail par taille d'entreprises

|                      | % d'entreprises |
|----------------------|-----------------|
| 500 salariés et plus | 100 %           |
| 100 à 499 salariés   | 70 %            |
| 20 à 99 salariés     | 39 %            |
| 1 à 19 salariés      | 17 %            |
| <b>Ensemble</b>      | <b>27 %</b>     |

Source I+C



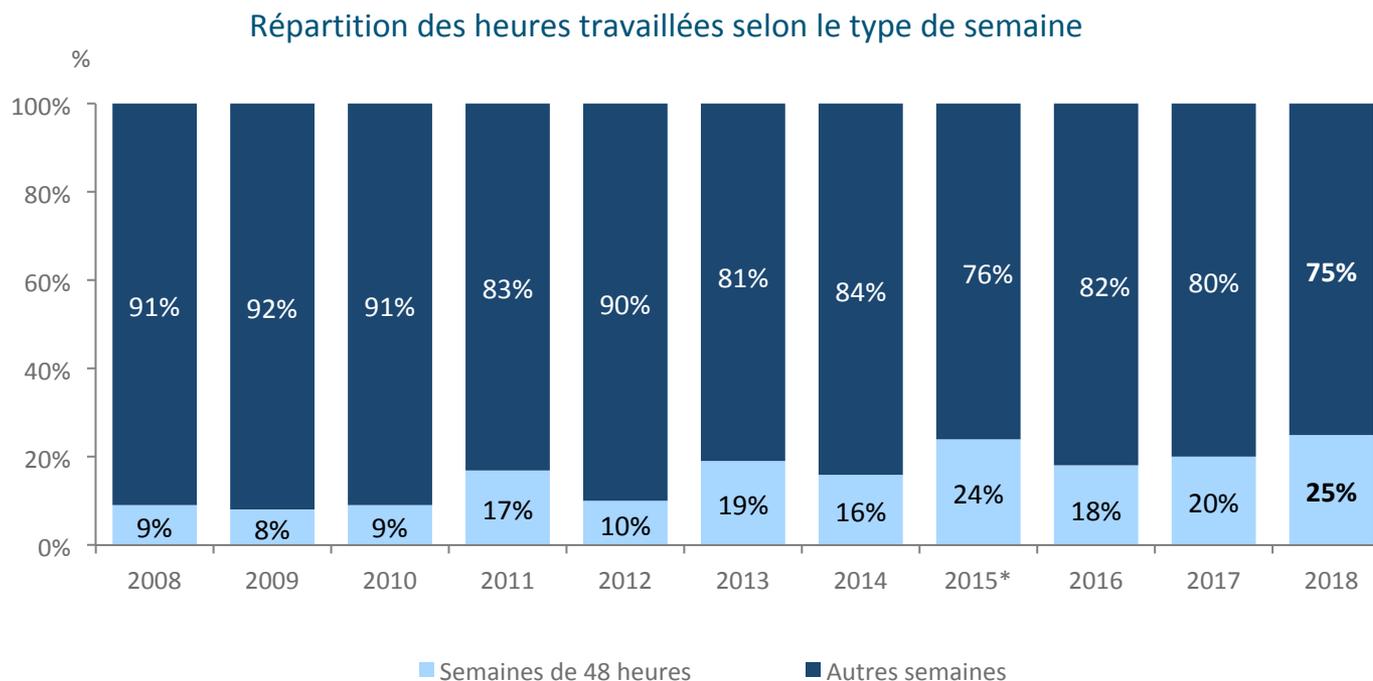
Source I+C

\* Donnée basée sur l'échantillon répondant

## IV : Les conditions de travail

### 2. Répartition des heures travaillées selon le type de semaine

La part des heures travaillées en semaine de 48 heures augmente à nouveau en 2018 et représente alors un quart de l'ensemble heures travaillées.



Source I+C

\* Pour entreprises de plus 500 salariés : répartition reprise de l'année 2014

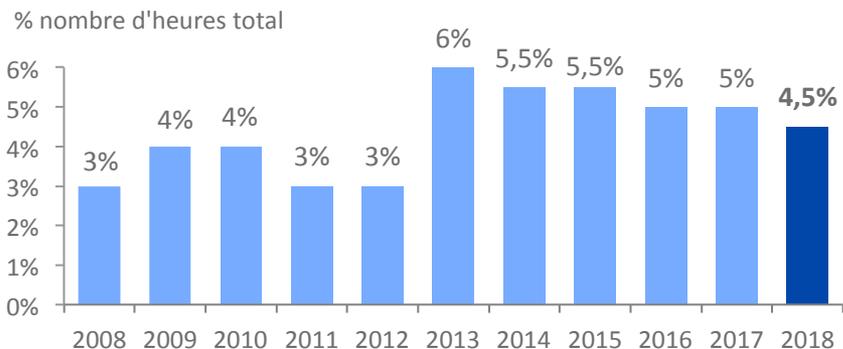
## IV : Les conditions de travail

### 3. Heures supplémentaires et heures de nuit

La part des heures supplémentaires dans le nombre total d'heures diminue quelque peu en 2018 : 4,5 % contre 5 % en 2016-2017. Cet indicateur demeure plus restreint au sein des plus grandes entreprises.

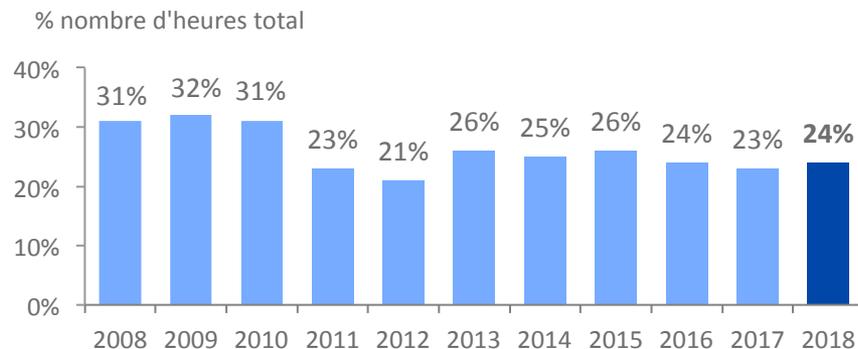
La part des heures de nuit (21H00 - 6H00) dans le nombre d'heures s'établit à 24 % en 2018.

Part des heures supplémentaires dans le nombre d'heures total



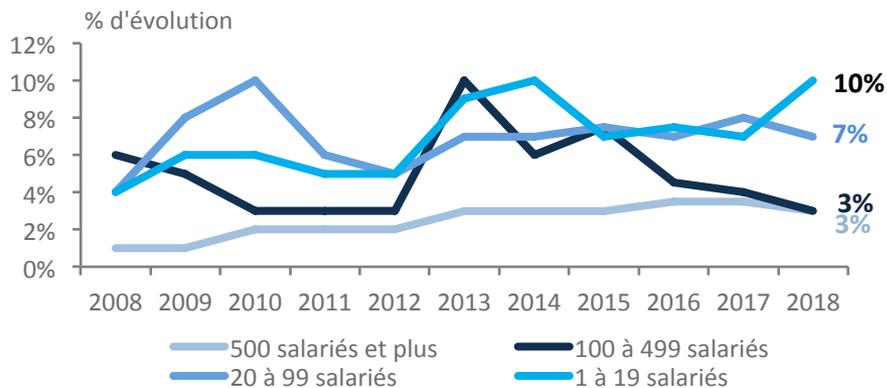
Source I+C

Part des heures de nuit (21H00 – 6H00) dans le nombre d'heures total



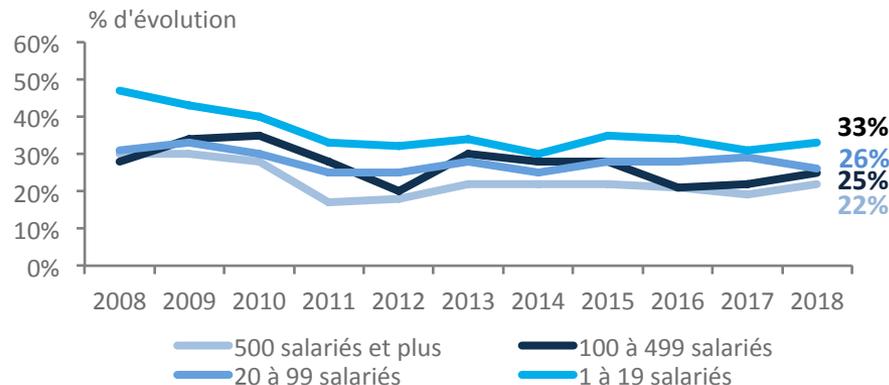
Source I+C

Détail par taille d'entreprises



Source I+C

Détail par taille d'entreprises



Source I+C

## IV : Les conditions de travail

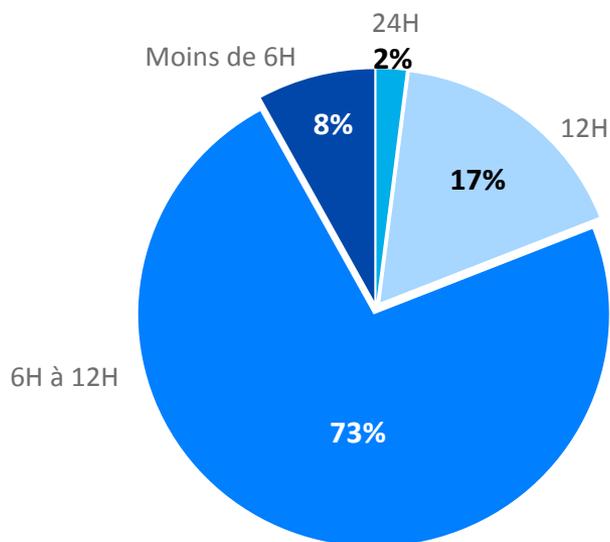
### 4. Durée des vacances

#### a. Vacances



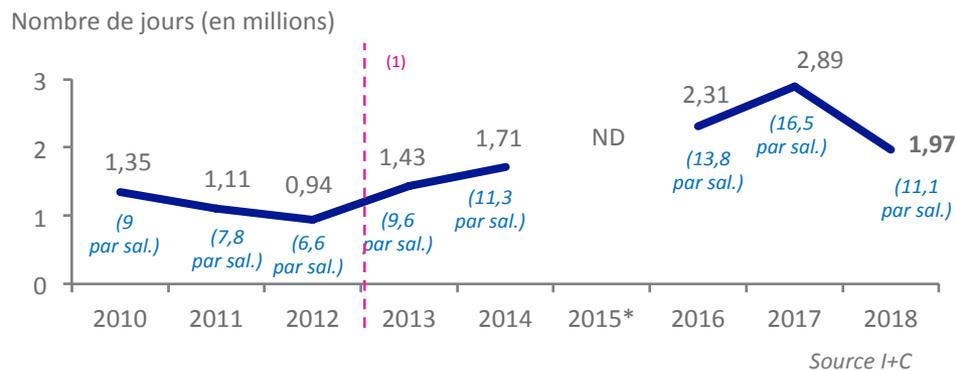
*Compte tenu du faible taux de participation à cette question, cet indicateur est donné à titre indicatif*

Répartition des effectifs selon la durée des vacances

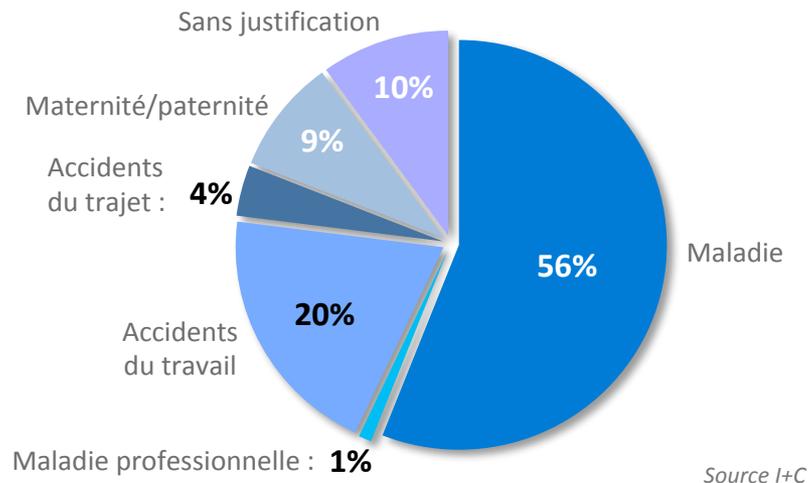


# V : L'absentéisme

## Nombre total de jours d'absences



## Répartition des jours d'absence selon les motifs



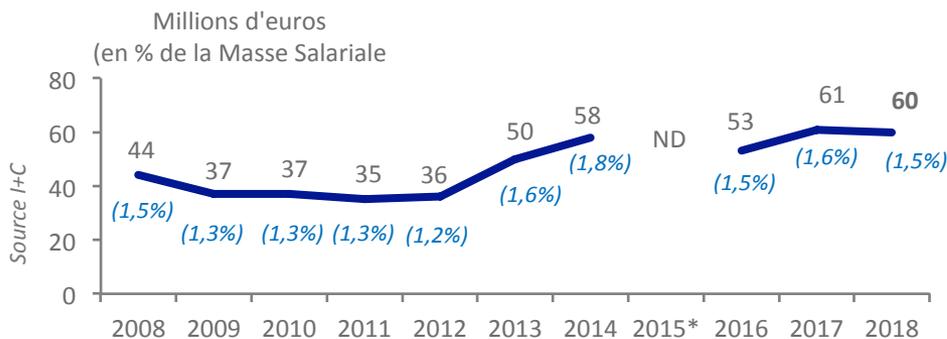
<sup>(1)</sup> Pour cet indicateur : les salariés de la sûreté aérienne et aéroportuaire sont pris en compte à partir de 2013

\* NB : Conséquence de la très faible participation des entreprises de plus de 500 salariés : les indicateurs d'absentéisme n'ont pas pu être estimés en 2015.

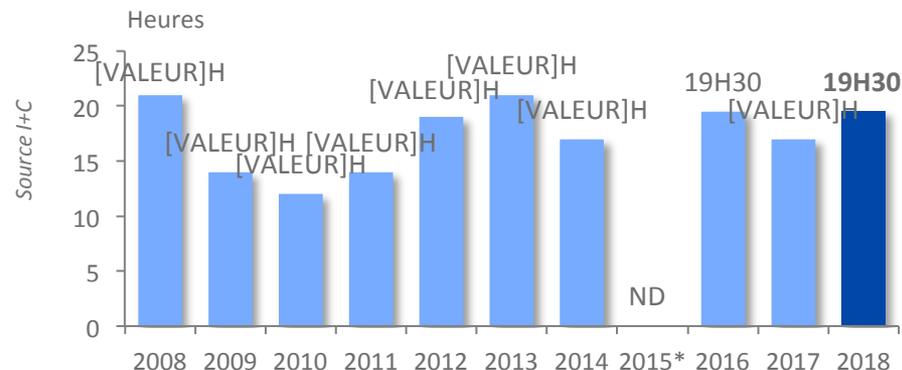
# VI : La formation professionnelle

## 1. Le plan de formation

Evolution des dépenses au titre du plan de formation  
(hors alternance et C.I.F.)



Evolution de la durée moyenne des formations  
(en nombre d'heures par salarié)



Evolution des effectifs salariés concernés



Durée moyenne de formation pour les salariés  
âgés de plus de 45 ans

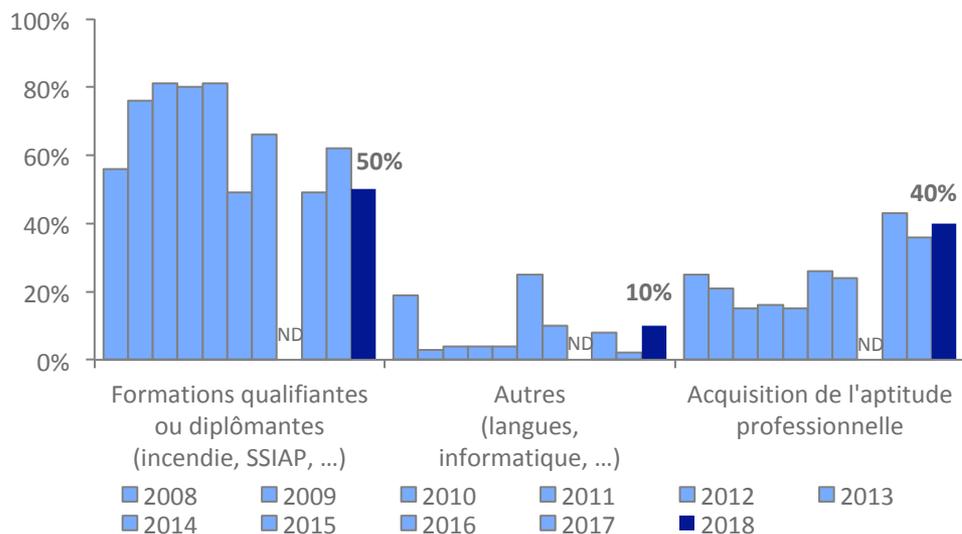


NB : Conséquence de la très faible participation des entreprises de plus de 500 salariés lors de l'enquête 2016 : les indicateurs de la formation professionnelle n'ont pas pu être estimés pour l'année 2015.

## VI : La formation professionnelle

### 1. Le plan de formation

Répartition des dépenses de formation



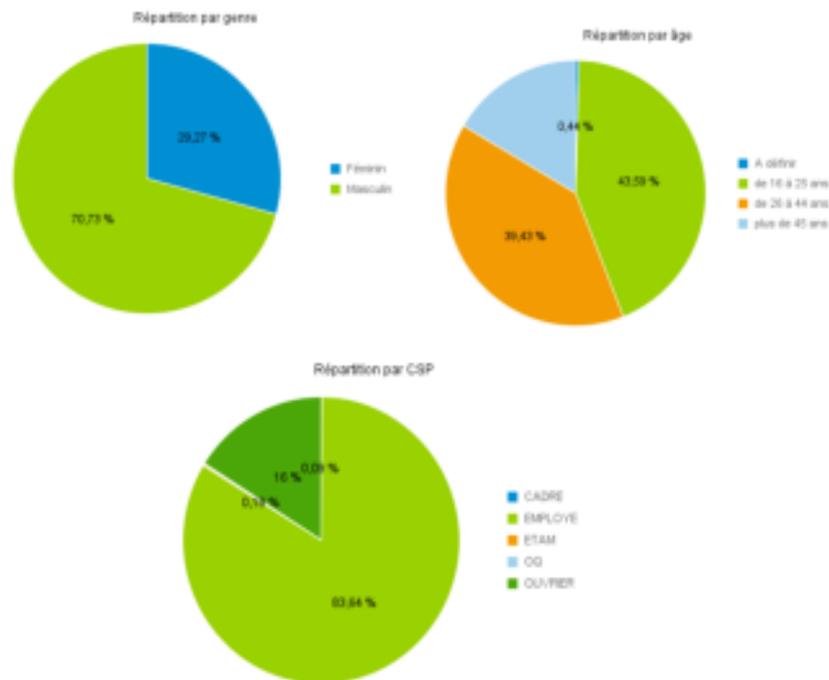
Source I+C

### 2. POE

#### Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE)

Source OPCALIA

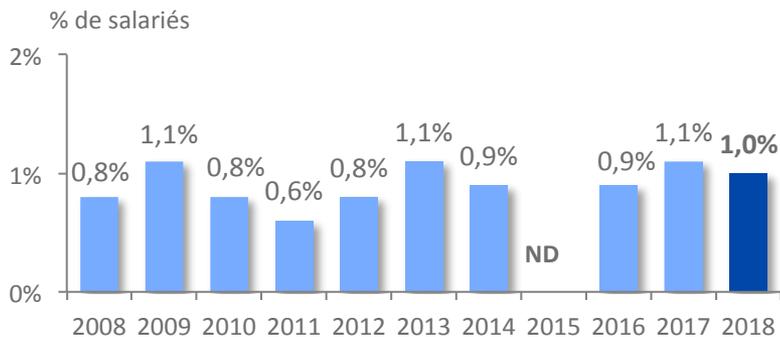
**1 131** bénéficiaires ayant terminé leur formation en 2018



## VI : La formation professionnelle

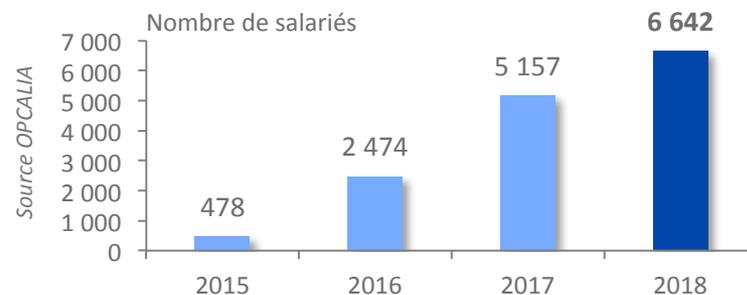
### 3. Les CIF, CPF, contrats et périodes de professionnalisation

Effectifs salariés concernés  
par le Congé Individuel de Formation (CIF)  
(% des effectifs de la profession)



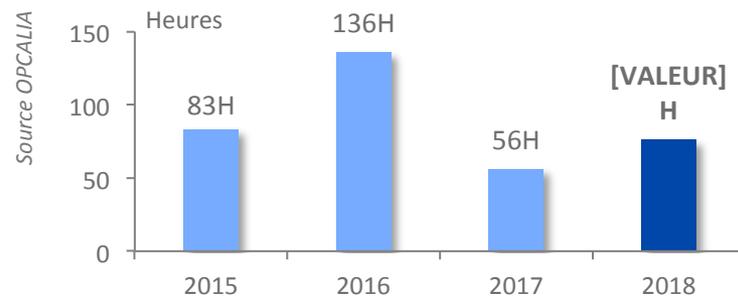
Source I+C

Nombre de salariés concernés  
par le CPF (remplacement du DIF)



Source OPCALIA

Durée moyenne des CPF

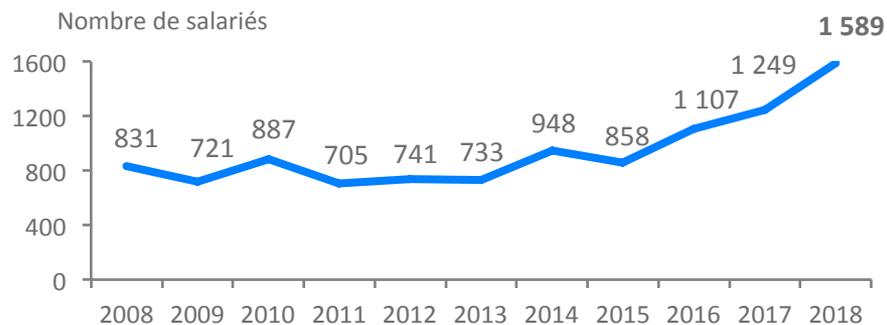


Source OPCALIA

## VI : La formation professionnelle

### 3. Les CIF, CPF, contrats et périodes de professionnalisation

Nombre de salariés concernés  
par le contrat de professionnalisation

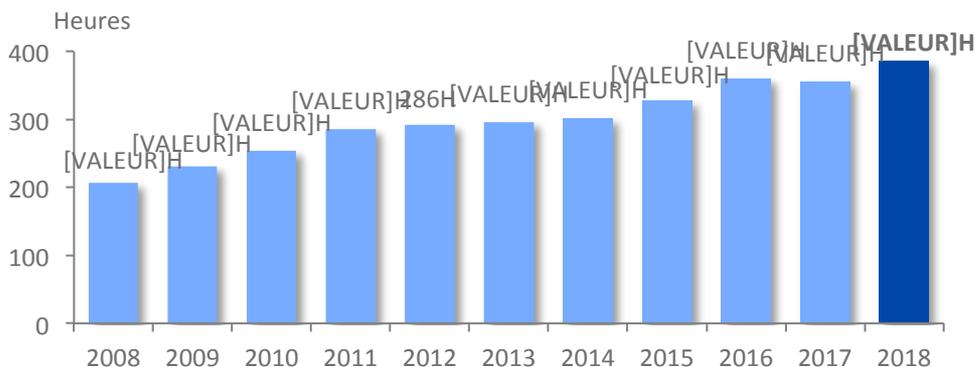


Source OPCALIA

**52%** des bénéficiaires sont des jeunes  
de moins de **26 ans**

Source OPCALIA

Durée moyenne des contrats de professionnalisation



Source OPCALIA

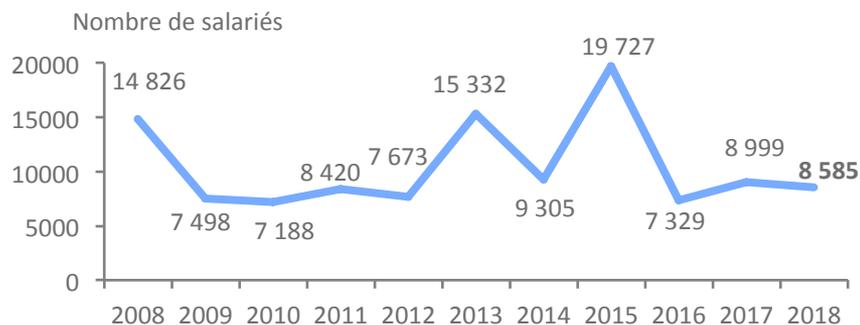
Le nombre de contrats de professionnalisation réalisés progresse sensiblement en 2018 : 1 589, soit 27 % de plus qu'en 2017.

Dans le même temps, la durée moyenne des contrats de professionnalisation s'est allongée.

## VI : La formation professionnelle

### 3. Les CIF, CPF, contrats et périodes de professionnalisation

Nombre de salariés concernés  
par les périodes de professionnalisation



Source OPCALIA

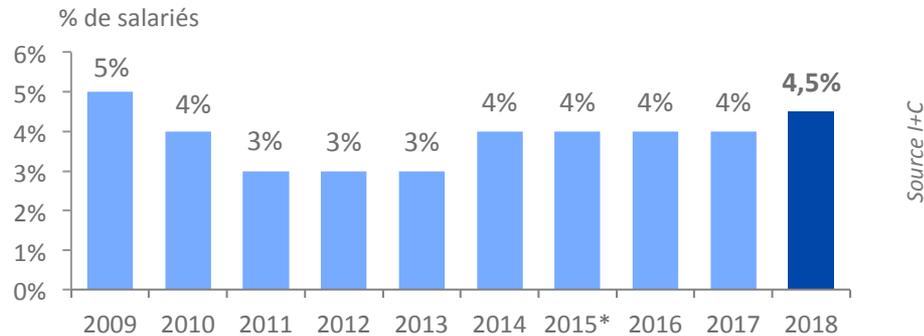
Le nombre de salariés concernés par des périodes de professionnalisation, très élevé en 2015, reste plus limité depuis 2016. En 2018, 8 585 salariés ont été concernés par les périodes de professionnalisation.

## VII : Evolution de carrière

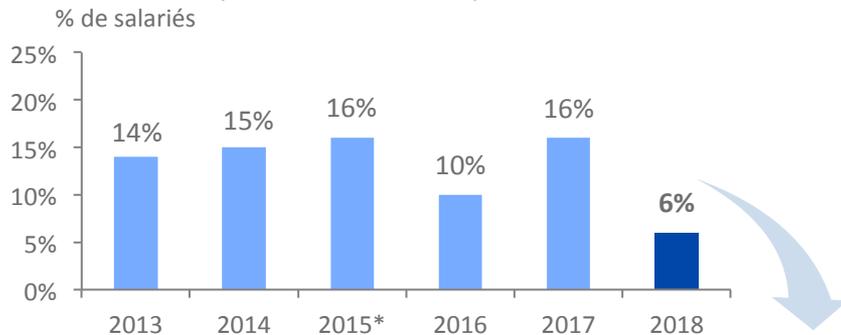
### 1. Promotion

En 2018, 4,5 % des salariés ont été promus dans une catégorie supérieure, soit une légère augmentation en un an. Ces promotions sont désormais un peu moins fréquemment attribuées aux jeunes salariés : 3 % pour les moins de 26 ans, contre 3,5 % pour les salariés de 45 ans et plus.

Part des salariés promus  
dans une catégorie supérieure



Part des salariés âgés de moins de 26 ans  
parmi les salariés promus



Ce qui correspond à **3 %** de l'ensemble des salariés âgés de moins de 26 ans

Part des salariés âgés de 45 ans et plus  
parmi les salariés promus



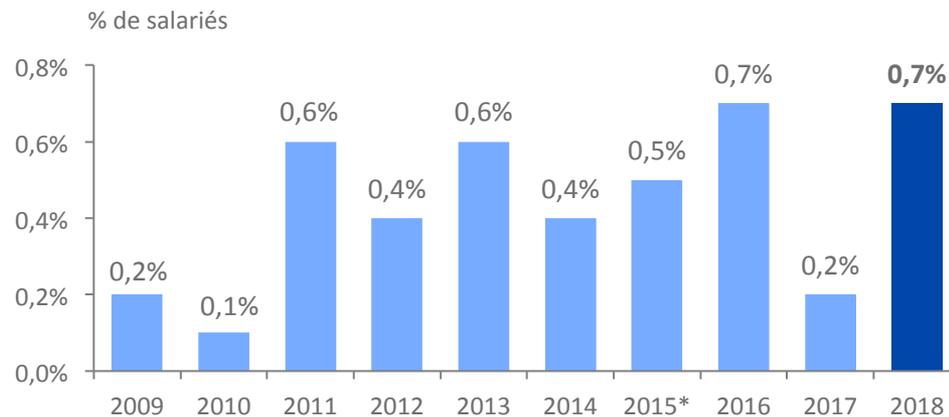
Ce qui correspond à **3,5 %** de l'ensemble des salariés âgés de 45 ans et plus

## VII : Evolution de carrière

### 2. Bilan de compétences

Le nombre de bilans de compétences se renforce en un an mais reste limité : 0,7 % des salariés en 2018.

Effectif salarié ayant réalisé un bilan de compétences  
(en faveur des salariés de 50 ans et plus)



Source I+C

\* Donnée basée sur l'échantillon répondant

## VIII : La protection sociale et le régime de prévoyance

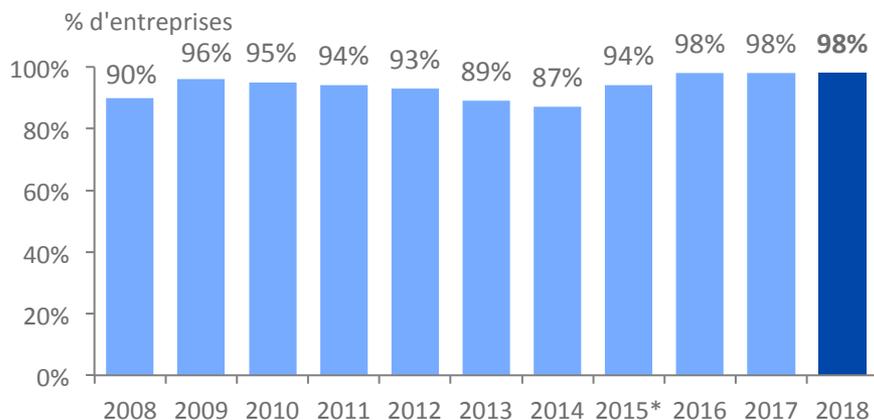
### 1. Régime de prévoyance

La part des entreprises de la profession proposant un régime de prévoyance demeure proche du maximum en 2018 :

98 % des entreprises sont dans ce cas.

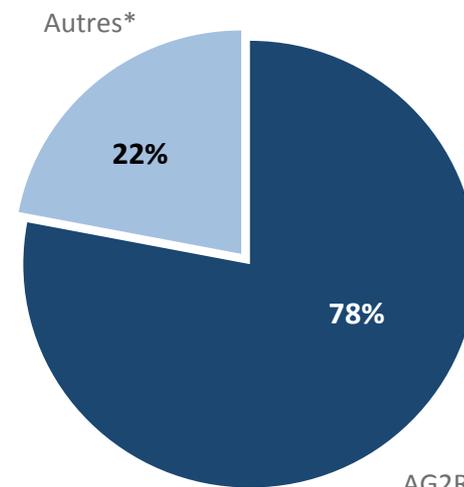
L'AG2R est proposée dans près de huit entreprises concernées sur dix.

Entreprises proposant un régime de prévoyance



Source I+C

Régimes de prévoyance proposés



Source I+C

\* Pour entreprises de plus 500 salariés : donnée reprise de l'année 2014

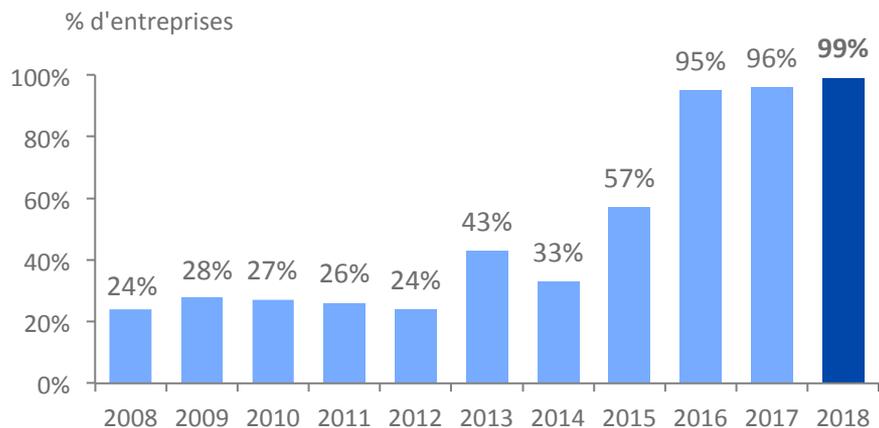
\*\* ALLIANZ, AXA, GAN, HUMANIS, IPSEC, MALAKOFF MEDERIC,...

## VIII : La protection sociale et le régime de prévoyance

### 2. Régime de couverture des frais de santé

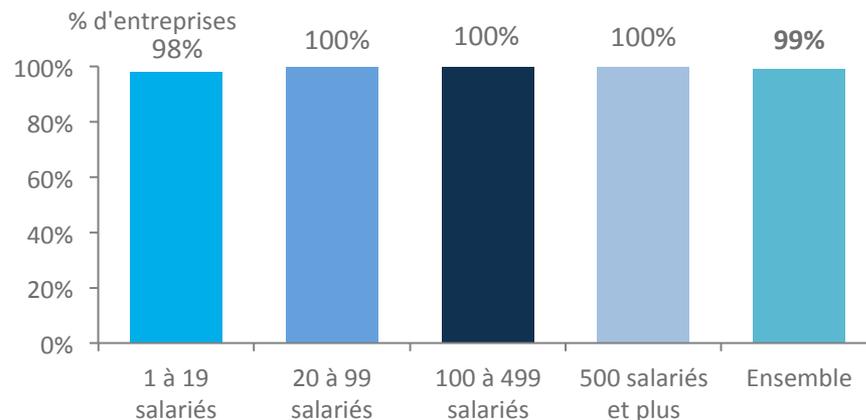
La quasi-totalité des entreprises proposent un régime de couverture des frais de santé en 2018.

Entreprises proposant un régime de couverture des frais de santé



Source I+C

Détail selon la taille des entreprises



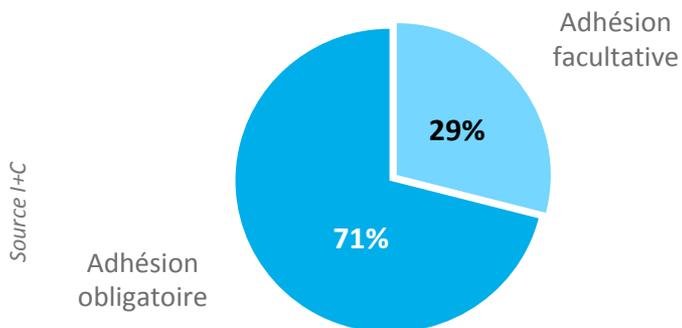
Source I+C

# VIII : La protection sociale et le régime de prévoyance

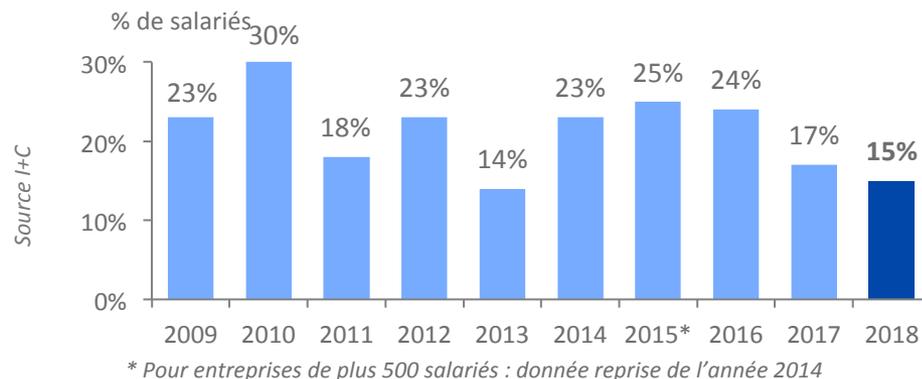
## 2. Régime de couverture des frais de santé

L'adhésion à ce régime de couverture des frais de santé est obligatoire dans plus de 70 % des cas en 2018. Dans une large majorité des entreprises, le régime prévoit une couverture familiale optionnelle et dans plus d'un tiers des entreprises, le régime prévoit également une couverture individuelle seule.

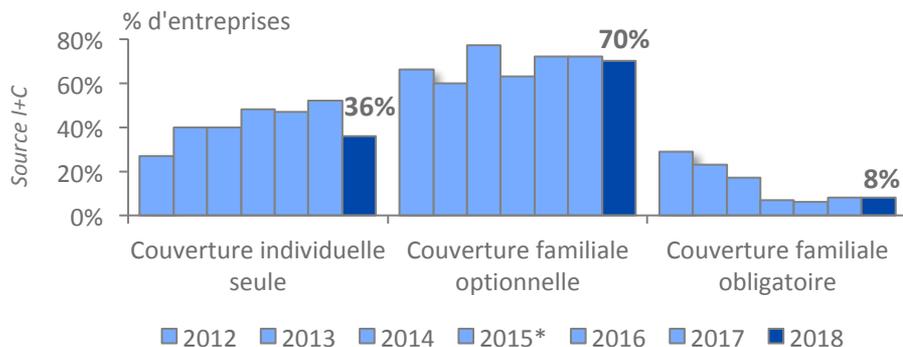
Type d'adhésion proposé pour le régime de couverture des frais de santé



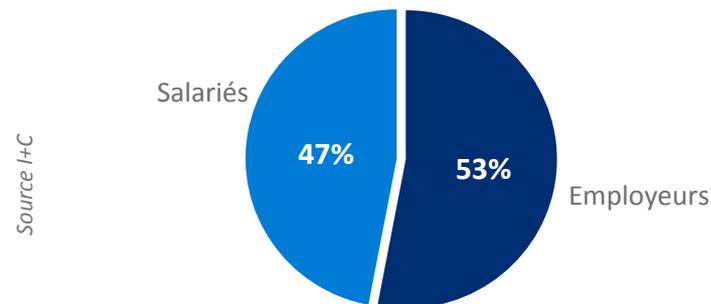
Entreprises demandant une ancienneté minimum pour bénéficier de ce régime de couverture des frais de santé



Type de couverture des frais de santé proposé



Répartition de la prise en charge de la cotisation du régime de couverture des frais de santé



\* Donnée basée sur l'échantillon répondant

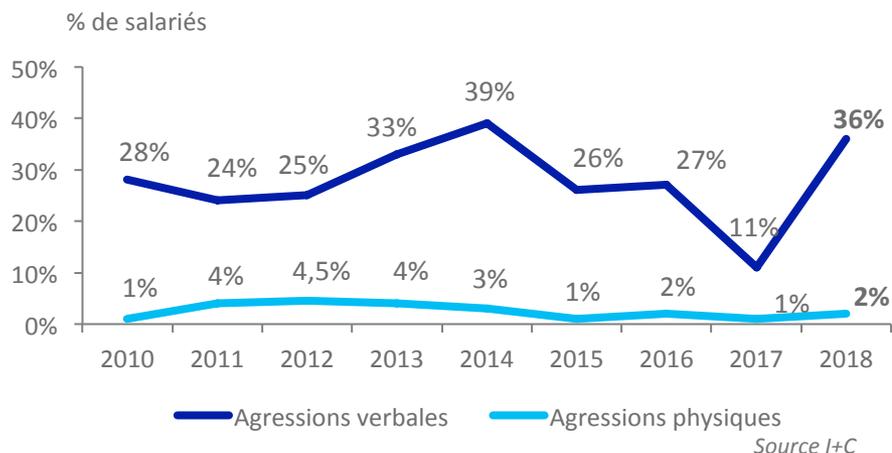
## IX : Agressions

Sur l'ensemble de l'année 2018, plus d'un tiers des salariés présent en fin d'année ont été victimes d'agressions verbales et 2 % d'agressions physiques, soit des taux en très forte augmentation comparé à 2017.

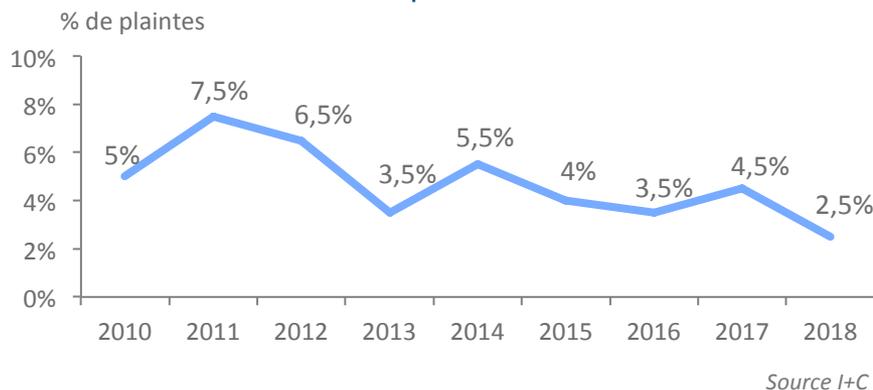
Seules 2,5 % de ces agressions ont fait l'objet d'une plainte.

Nettement plus fréquentes dans les petites entreprises, les agressions y sont pourtant plus rarement suivies d'une plainte.

### Agressions verbales et physiques déclarées



### Nombre d'agressions qui ont fait l'objet d'une plainte



### Détail selon la taille des entreprises (% de salariés présents au 31 décembre 2018)

| Strates d'effectifs salariés | Agressions verbales | Agressions physiques |
|------------------------------|---------------------|----------------------|
| 500 salariés et plus         | 0,5 %               | -                    |
| 100 à 499 salariés           | 2,5 %               | < 0,5 %              |
| 20 à 99 salariés             | 70 %                | 4 %                  |
| 1 à 19 salariés              | 250 %               | 15 %                 |
| <b>Ensemble</b>              | <b>36 %</b>         | <b>2 %</b>           |

Source I+C

### Détail des agressions ayant fait l'objet d'une plainte selon la taille des entreprises

| Strates d'effectifs salariés | % de plaintes |
|------------------------------|---------------|
| 500 salariés et plus         | 3 %           |
| 100 à 499 salariés           | 1,5 %         |
| 20 à 99 salariés             | 0,5 %         |
| 1 à 19 salariés              | 2 %           |
| <b>Ensemble</b>              | <b>2,5 %</b>  |

Source I+C



*Créateur de data sur-mesure*

IPLUSC